

Rapport moral et financier de l'année 2017



AVERTISSEMENT

L'Alliance internationale des éditeurs indépendants compte **47 % d'éditrices**, nous respectons cependant ici l'usage grammatical en vigueur par seule commodité et par souci de lisibilité du texte.

L'ANNEE 2017, AVANT PROPOS

La période 2015-2018 correspond pour l'Alliance à la mise en œuvre des orientations et décisions prises pendant les Assises (2012-2014). Quel bilan tirer de cette période au regard de l'année 2017 ?

Une gouvernance évolutive et en constante réflexion¹

- **Une réaffirmation de la part des éditeurs de ce qui constitue l'Alliance** : un réseau forgé sur des valeurs, des bases politiques et philosophiques partagées – un socle de départ essentiel pour maintenir un tel réseau
- **Une nécessité d'équilibre entre les bases historiques de l'Alliance et son futur, ses perspectives** : le souci de créer des croisements entre les générations d'éditeurs, entre les différentes pratiques professionnelles mais aussi les nouveaux modes de consommation des lecteurs
- **Une Alliance internationale, sans prédominance géographique, culturelle ou politique**
 - dans l'objectif de défendre le décloisonnement, la réciprocité et l'équité des échanges, l'Alliance est réaffirmée comme un espace transfrontières, tant culturelles que géographiques ; un espace de diversité, de créativité, de valeurs partagées ;
 - parce que cet espace « international » incarne les convictions portées par les éditeurs indépendants, parce que les éditeurs membres de l'Alliance ne souhaitent pas instaurer ou renforcer des frontières au sein même de la gouvernance et de l'organisation de l'Alliance, il est exclu de créer un réseau de nature géographique (dénommé « Europe » ou « Asie »...), qui participerait d'une prédominance culturelle, géographique ou politique contraire aux valeurs défendues par l'Alliance.
- **Dans la pratique, une organisation en réseaux linguistiques ET en groupes thématiques**
 - afin de ne pas limiter les nouvelles adhésions uniquement aux réseaux linguistiques existants dans l'Alliance, les nouveaux éditeurs auront la possibilité de choisir le réseau linguistique dans lequel il leur est le plus pratique de recevoir et partager des informations (par exemple, un éditeur roumain pourra choisir d'intégrer le réseau francophone ou anglophone selon son aisance dans une de ces langues ; idem pour un éditeur norvégien, etc.). Un éditeur ayant une langue de communication clairement identifiable rejoindra le réseau linguistique adéquat (par exemple un éditeur du Cap Vert ira d'office au sein du réseau lusophone, un éditeur égyptien au sein du réseau arabophone, etc.).
 - il leur est par ailleurs proposé d'intégrer un groupe thématique afin de pouvoir travailler collectivement avec d'autres éditeurs que ceux du réseau linguistique, de collaborer sur des projets thématiques selon des modalités variées, à définir en fonction des besoins exprimés.
- **Les groupes thématiques sont de deux natures** :
 - des groupes de travail thématiques à vocation de plaider, de recherches et d'analyse dans le cadre de l'Observatoire de la biodiversité (cf. groupes déjà existants et d'autres en création)
 - des groupes de travail par affinité de catalogues (littérature jeunesse, édition féministe...).

¹ Ces points de gouvernance sont la retranscription des décisions prises par le Comité international des éditeurs indépendants (CIEI) lors de la [rencontre du CIEI en octobre 2017](#), suite à la consultation de l'ensemble des membres de l'Alliance en amont du CIEI.

Une maturité atteinte ?

Nous observons par ailleurs un tournant pour plusieurs maisons d'édition indépendantes, notamment en Afrique subsaharienne, Amérique latine et dans le monde arabe. Ces maisons pour beaucoup fêtent leur 20 ou 25 ans – et ont connu les mêmes trajectoires : elles sont nées sur l'impulsion d'une ou deux personnes, en réponse à l'absence d'une production locale (par exemple en Afrique francophone), en réponse à un traumatisme politique, social et culturel (par exemple en Amérique latine au lendemain des dictatures). Créées à partir de peu, si ce n'est l'envie de contribuer au débat d'idées et à l'émancipation, ces maisons sont aujourd'hui incontournables dans leur pays et exercent une réelle influence sur l'environnement professionnel local, voire sur les politiques publiques quand les professionnels sont organisés et fédérés en collectifs (cf. Amérique latine). Si ces maisons d'édition sont reconnues à l'intérieur de leur pays, voire au niveau des pays voisins, elles le deviennent aussi au niveau international (prix lors de foires du livre internationales, médiatisation au niveau de la presse étrangère, etc.). Cependant, le chemin reste encore long avant qu'elles soient considérées au même titre que leur équivalent dans les pays du Nord. Cela est flagrant pour les maisons d'édition d'Afrique francophone, dont le professionnalisme, la qualité du travail, la solidité financière ne sont plus à prouver... mais qui se retrouvent pourtant en posture très fragile sur l'échiquier international du fait même de la mainmise française sur les marchés scolaires mais aussi du fait du regard et de la posture des professionnels français sur l'édition en Afrique francophone. Face à cela, les éditeurs, du haut de leurs 25 années d'existence et de pratique « radicalisent » leurs visions, leurs postures ; n'acceptent plus certains compromis revendiquent une absolue autonomie vis-à-vis des instances qui pourraient orienter leur travail, leur engagement. Cette soif de liberté, d'indépendance n'est pas nouvelle au sein de l'Alliance mais s'illustre plus fortement depuis 2016-2017...

Ainsi, l'Alliance a dû prendre position à plusieurs reprises cette année, sur des enjeux que nous aurions imaginé « datés » : parmi elles, celles relatives à des opérations de dons de livres organisées par les pouvoirs publics français ou le Syndicat national de l'Édition française en Afrique. Par ailleurs, de récents débats autour de la Francophonie ont également amené l'Alliance à réagir : cf. tribune de l'Alliance dans *Le Monde Afrique* : « [Nous, éditeurs indépendants, vivons et faisons vivre la francophonie](#) ».

La notion de bibliodiversité reconnue, un usage qui devient « commun »

- Nous l'indiquions précédemment, la « maturité » des éditeurs membres de l'Alliance, la reconnaissance qu'ils ont acquise, l'influence qu'ils exercent sont autant de facteurs de dissémination de la bibliodiversité auprès des pouvoirs publics, des autres professionnels du livre, des médias, etc. L'appropriation de ce terme par le grand public est en revanche encore faible – et c'est là un des objectifs à atteindre à long terme... que la bibliodiversité devienne pour les lecteurs un repère, la marque d'un processus de création, de fabrication et de diffusion « autre », comme le « bio » l'est devenu pour les consommateurs.
- **La création de l'Observatoire de la bibliodiversité** – et la bibliodiversité étudiée « sous toutes ses coutures » : grâce aux thématiques en chantier depuis 2015 (les politiques publiques du livre, les partenariats éditoriaux solidaires, la liberté d'éditeur, l'édition en langues locales, le don de livres...), aux actions de plaidoyer menées, aux rapprochements de l'Alliance avec des instances comme l'UNESCO, le rôle des éditeurs indépendants comme acteurs premiers de la bibliodiversité s'affirme de plus en plus.
- **L'Alliance et la sphère universitaire** : depuis 2014, plusieurs universitaires axent leurs recherches sur des enjeux portés par l'Alliance et/ou sur l'Alliance (thèse en cours par un doctorant en sociologie sur l'édition indépendante, article universitaire en cours sur les coéditions solidaires et l'économie sociale et solidaire, mémoire sur la bibliodiversité...). Avec la revue *Bibliodiversity* par ailleurs (voir AEI 13/5/0), une « communauté » d'universitaires se crée ainsi autour des enjeux et problématiques travaillés par l'Alliance.

De nouvelles pratiques et tendances qui montent en puissance

- **Le numérique** : l'Alliance accompagne fortement les éditeurs dans leurs réflexions et dans le développement de leur stratégie numérique (ateliers, Labo numérique, études, tutorat individualisé...). Cet accompagnement porte ses fruits : les éditeurs disposent tous d'un site Internet et/ou de réseaux sociaux actifs à ce jour ; beaucoup d'entre eux ont numérisé leurs ouvrages ; des processus d'appropriation d'outils numériques sont en cours (comme l'implantation de pôles d'impression numérique en Afrique francophone par exemple).
- **Droits d'auteur/commons** : les notions de droits d'auteur, de propriété intellectuelle, de circulation des textes, de biens communs ne sont pas nouvelles à l'Alliance mais cette phase a vu naître un angle de débat nouveau, avec des positionnements variés des éditeurs. Il s'agira ainsi pour la période à venir d'affiner le positionnement de l'Alliance sur la question du droit d'auteur notamment, enjeu très polémique et actuel au niveau de l'Union européenne notamment. Il s'agit ici d'inscrire l'Alliance comme un des interlocuteurs sur ce débat-là.
- **Recherche d'autres modèles économiques** : de nombreux éditeurs expérimentent depuis 2014 des approches économiques autres (que nous pourrions dire basées sur les principes de l'économie sociale et solidaire), que ce soit le troc, les financements participatifs via du crowdfunding ou via des restructurations complètes des modes de gouvernance de leur maison d'édition (d'une entreprise à une coopérative par exemple).

La responsabilité des éditeurs

La période 2014-2017 a aussi été celle de tensions fortes et de points de rupture (contexte géopolitique du monde arabe, attentats, montée des populismes...), ayant un impact direct sur les éditeurs. Les notions d'engagement, de militantisme, de résistances ont ainsi beaucoup circulé au sein de l'Alliance, comme la nécessité de rappeler la responsabilité partagée des éditeurs au sein de la société, en tant qu'acteurs culturels, en tant qu'expérimentateurs, en tant que cibles potentielles, en tant que porteurs d'idées et de propositions.

RAPPEL DE LA NOMENCLATURE COMPTABLE DE L'ALLIANCE

- **AEI 0** correspond à l'ensemble des dépenses et recettes liées au fonctionnement de l'association (Bureau, Assemblée générale, ressources humaines, gestion, outils de communication).
- **AEI 1** correspond aux dépenses et recettes liées aux activités des réseaux linguistiques, à l'Observatoire de la bibliodiversité (centre de ressources²), au Labo numérique, aux salons et foires du livre, aux ateliers professionnels.
- **AEI 2** correspond aux dépenses et recettes liées aux activités des collectifs nationaux et régionaux membres de l'Alliance, aux projets inter-réseaux (Jour B par exemple), aux rencontres des alliés (Assises).
- **AEI 3** correspond aux programmes de coéditions et de traductions.
- **AEI 4** correspond enfin aux partenariats institutionnels et professionnels de l'Alliance.

² Depuis 2017, la partie « Centre de ressources, recherches et analyses » (AEI 1) est dénommée « Observatoire de la bibliodiversité » dans la nomenclature comptable étant donné que les activités de AEI 1 (études, revue *Bibliodiversity*, actions de plaidoyers, Labo numérique...) sont aujourd'hui partie intégrante de l'Observatoire.

LA MASSE SALARIALE DE L'ALLIANCE EN 2017

- **Laurence HUGUES (contrat CDI)** : 1 temps plein de janvier à décembre 2017 ; en 2017, 1/4 de son temps de travail est imputé sur les objectifs AEI 0 (gestion de l'Alliance) et AEI 4 (partenariats, recherches de soutien) et 3/4 sont imputés sur les objectifs AEI 1 (réseaux linguistiques, Observatoire de la bibliodiversité), AEI 2 (collectifs et projets inter-réseaux) et AEI 3 (suivi des coéditions).
- **Clémence HEDDE (contrat CDI)** : 1 temps plein de janvier à décembre 2017 ; le temps de travail de Clémence se répartit principalement comme suit en 2017 (3/4 du temps de travail pour AEI 1, suivi et animation du réseau francophone ; préparation, intervention et animation lors de plusieurs rencontres et ateliers et notamment lors de la Foire du livre de Francfort et Observatoire de la bibliodiversité ; 1/4 pour AEI 3, coordination des coéditions du réseau francophone et pour AEI 4, suivi de la relation aux partenaires).
- **Matthieu JOULIN (contrat CDI)** : 1 temps plein de janvier à décembre 2017 ; le temps de travail de Matthieu est dédié notamment au suivi et à l'animation du Laboratoire numérique dont l'organisation d'un atelier numérique (AEI 1), à l'animation des réseaux hispanophone (entre autres HotList) et lusophone et à l'Observatoire de la bibliodiversité (AEI 1), soit 3/4 du temps de travail de Matthieu, ainsi qu'au suivi des relations aux partenaires (AEI 4), 1/4 du temps de travail.

Récapitulatif du temps de travail de l'équipe salariée en fonction des objectifs de l'Alliance

<i>Objectifs</i>	<i>Laurence HUGUES</i>	<i>Clémence HEDDE</i>	<i>Matthieu JOULIN</i>
AEI 0	25 %		
AEI 1	25 %	75 %	87,5 %
AEI 2	12,5 %		
AEI 3	12,5 %	12,5 %	
AEI 4	25 %	12,5 %	12,5 %

Comme en 2016, on constate que le temps de travail de l'équipe est principalement centré sur l'objectif AEI 1 en 2017 (animation des réseaux linguistiques, ateliers, rencontres et salons du livre et Observatoire de la bibliodiversité) et sur l'objectif AEI 4 (recherches de financements et suivi des partenariats).

L'ANNEE 2017, LE BILAN CHIFFRÉ

Dépenses et recettes par objectif

Les chiffres en rouge sont ceux de 2017, ceux en noir sont ceux de 2016.

Objectifs	Total banque et caisse	
	Recettes	Dépenses
AEI 0 – GESTION, PROMOTION, ANALYSE (Fonctionnement de l'association, outils d'information et de communication, ressources humaines)	3 633,19 € 36 505,97 € ³	149 093,22 € 161 663,16 €
AEI 1 – APPROCHE GEOGRAPHIQUE ET LINGUISTIQUE (Vie des réseaux, rencontres des réseaux linguistiques, opérations de croisement entre les réseaux, Observatoire de la bibliodiversité, Labo numérique, salons et foires du livre, ateliers professionnels)	42 922,50 € 80 378,78 € ⁴	52 655,15 € 43 891,93 €
AEI 2 – RESEAUX ET GROUPES D'EDITEURS (Soutien à des collectifs ou des réseaux d'éditeurs, soutien à la promotion et à la diffusion des œuvres des membres, Assises internationales de l'édition indépendante)	1 397,55 € 2 974,49 €	3 254,00 € 7 695,98 €
AEI 3 – PROGRAMME DE SOUTIEN AUX COEDITIONS ET TRADUCTIONS (Collections en littérature : « Terres solidaires », coéditions jeunesse, coéditions en sciences humaines, etc.)	22 394,00 € 26 698,39 €	18 304,22 € 12 372,82 €
AEI 4 – PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET FINANCIERS (Fondations, organisations internationales, pouvoirs publics, ONG, autres alliances, etc.)	150 000,00 € 150 778,60 €	636,06 € 901,64 €
TOTAUX AEI 0, 1, 2, 3 et 4	220 347,24 € 297 336,23 €	223 942,65 € 226 525,53 €
TOTAUX AEI 0, 1, 2, 3 et 4 <i>(avec report à nouveau de 29 000€⁵)</i>	249 347,24 € 240 986,23 €	223 942,65 € 226 525,53 €

³ En 2016, nous avons intégré le soutien exceptionnel de la FPH de 25 000 € en recettes dans AEI 0, d'où l'écart important entre 2016 et 2017, ce soutien exceptionnel n'ayant pas été sollicité en 2017.

⁴ En 2016, l'Alliance a reçu des soutiens de la Fondation Un Monde par Tous et de la Fondation de France, comptabilisés en AEI 1, d'où un montant de recettes de plus de 80 000 € en 2016. Une part des recettes acquises en 2016 (8 000 € de la Fondation Un Monde par Tous et 6 000 € de la Fondation de France, soit 14 000 € au total) est reportée en 2017 mais n'est pas visible dans la comptabilité analytique, qui se base uniquement sur les entrées et sorties réelles d'argent sur l'année. En réalité donc, les recettes en AEI 1 en 2017 sont de 42 922,50 € (soutiens 2017) + 14 000 € (soutiens 2016 reportés en 2017) = **56 922,50 €**.

⁵ Le report à nouveau 2016 de 15 000 € a été « remis dans le pot commun » en 2017. Total du report 2016 en 2017 = 14 000 € + 15 000 € = 29 000 €.

Il est à noter que la seule subvention apparaissant en AEI 4 (Partenaires institutionnels) est celle de la Fondation Charles Léopold Mayer (150 000 €) venant couvrir en grande partie le fonctionnement de l'association (AEI 0) ; les autres subventions perçues en 2017 sont réparties entre les objectifs AEI 1, AEI 2 et AEI 3, en fonction des projets pour lesquelles elles sont dédiées.

Détails des recettes pour l'année 2017

Type de recettes	Montant de la subvention, en €	Perçu en 2017	Reste à percevoir en 2018	Répartition des recettes, en %
Subventions 2017				
FPH	150 000	150 000		68
OIF / DLFCF	10 000	8 000	2 000	3,4
OIF / DFEN	35 315	35 315		16
Don Claude Calame		1 500		0,6
Sous-total subventions 2017		194 815 €		
Reliquat subvention OIF / DLFCF 2016		3 200		1,5
Reliquat Institut français 2015		4 156		2
Participation aux frais des éditeurs – année 2017		2 068,04		1,3
Collection « Etat des lieux »		14		0
Ventes de livres « Lectures d'Afrique(s) »		382,55		0,2
Participation aux frais des éditeurs – coédition « Terres solidaires »		5 130		2,3
Participation aux frais des éditeurs – coédition <i>Mes étoiles noires</i>		1 908		0,7
Divers (remboursements, retours de fonds suite à des virements internationaux...)		8 673,65		4
Sous-total autres		25 532,24 €		
TOTAL		220 347,24 €	2 000 €	

PREMIERS ELEMENTS D'ANALYSE DES CHIFFRES

En 2017, l'Alliance a un **résultat positif de 25 181,39 euros** (contre un résultat positif de 27 126 euros en 2016). Depuis deux ans, l'Alliance se maintient à un résultat positif (alors que les années suivant les Assises, entre 2014 et 2015, présentaient un résultat négatif). L'objectif fixé depuis 2016, à savoir, retrouver un équilibre financier et une sécurité financière en cas d'imprévus, est ainsi atteint.

Analyse du résultat 2017, quelques grandes tendances !

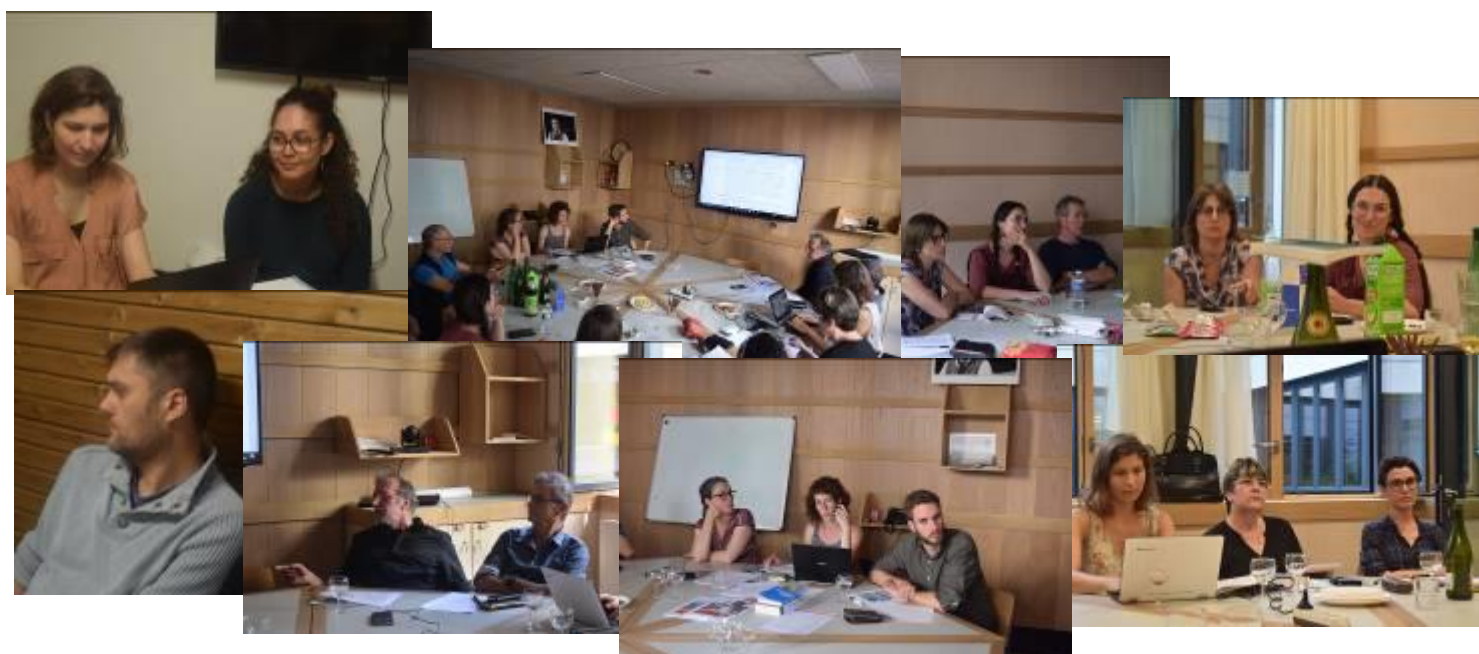
- Un rythme de rencontres et ateliers à l'international relativement « calme » (de fait, moins de charges lourdes – transport, hébergement...).

- **Du temps de travail dédié à :**

- **la gouvernance de l'Alliance** : une part significative du temps de travail de l'équipe s'est portée sur la gouvernance de l'Alliance en 2017 (consultation des alliés, formulation des décisions prises lors du CIEI...).
- **l'Observatoire de la bibliodiversité** : comme en 2016, une partie de l'année 2017 a été consacrée à l'Observatoire de la bibliodiversité, autrement dit à du temps de travail de l'équipe pour l'alimentation du centre de ressources, l'animation des groupes de travail de l'Observatoire, etc., n'engendrant pas de dépenses supplémentaires.
- **la recherche de nouveaux financements** : l'équipe a dédié du temps à la recherche de nouveaux partenariats en 2017, et en particulier à la perspective d'un financement européen, via Europe Creative. La réflexion menée par l'Alliance (équipe, Bureau, CIEI, éditeurs en Europe...) n'a cependant pas abouti au dépôt d'un dossier en 2017. La question est maintenant de savoir si l'Alliance poursuit ses efforts en 2018 dans le cadre d'Europe Creative pour une demande de financement, impliquant à nouveau un temps de travail important pour des résultats très incertains. Une autre alternative serait de développer de nouveaux partenariats avec des fondations privées entre autres et de ne plus poursuivre pour l'heure la perspective d'un financement européen. Dans tous les cas, il semble impossible de mener de front la recherche de financements européens et de financements privés, la charge de travail de l'un et de l'autre étant trop lourde pour l'équipe de l'Alliance.

Les apports en nature⁶ en 2017 sont d'un montant de **30 730 euros** (contre 29 650 euros en 2016). Ils sont détaillés en fin de rapport. Les apports en nature sont également inscrits dans le bilan comptable lors de la certification des comptes de l'association, permettant de valoriser ces soutiens indirects dans les comptes de l'Alliance (voir page 19 de la plaquette Sofideec).

La valorisation comptable du bénévolat pour 2017 est de **34 425 euros** (contre 27 776,25 euros en 2016). Le détail se trouve là aussi en fin de rapport (et page 15 de la plaquette Sofideec).



⁶ Les apports en nature comprennent autant les prêts de salle ou la mise à disposition gracieuse de matériel que les soutiens indirects que l'Alliance a perçus en 2017 (prise en charge du billet d'avion d'un éditeur *via* un Institut français par exemple).

GESTION, PROMOTION ET ANALYSE (AEI 0)

FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION (AEI 01)

Réunions de Bureau, Assemblée générale de l'association et réunion entre l'équipe et les membres du Bureau : **319,75 €** (contre 466,35 € en 2016)

Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (CIEI)

Les dépenses relatives à la rencontre annuelle du CIEI s'élèvent à **11 072,77 €** (contre 20 901,40 € en 2016). La rencontre du CIEI, toute aussi indispensable qu'elle soit dans la vie de l'Alliance, représentait depuis plusieurs années un budget très important pour l'association, budget pris sur le soutien de la FPH (fonctionnement). L'Alliance a d'ailleurs eu recours à un soutien exceptionnel de la FPH pour mener à bien cette rencontre en 2016, ce que l'association ne souhaitait pas renouveler en 2017 au vu du soutien déjà important que la FPH apporte à l'Alliance.

Pour maintenir la rencontre annuelle du CIEI d'année en année, il s'agissait de trouver un schéma financier réaliste et tenable pour l'Alliance. Il a ainsi été décidé, en accord avec les coordinateurs, vice-coordinateurs et le Bureau, qu'un poste très coûteux de cette rencontre serait supprimé, celui de l'interprétariat. La rencontre s'est ainsi tenue en français et anglais en 2017, chacun des participants faisant l'effort de suivre les échanges dans une langue qui n'est pas la sienne. Grâce à l'aide de plusieurs membres du Bureau et de la solidarité linguistique entre les éditeurs, l'absence d'un interprétariat professionnel n'a posé aucun problème. C'est ainsi que l'Alliance a pu « économiser » environ 8 000 € de dépenses pour la rencontre du CIEI. La rencontre du CIEI se tiendra donc sans interprétariat les années à venir, permettant une économie non négligeable.

Rappel de l'agenda de la rencontre du CIEI 2017 :

- Les politiques publiques du livre, en présence de partenaires (Angie COTTE, secrétaire générale du Fonds Roberto Cimetta ; Laurence MAYER-ROBITAILLE, section de la Diversité des Expressions culturelles à l'UNESCO ; Viviana QUIÑONES, Bibliothèque nationale de France, Centre national de la littérature pour la jeunesse ; membre du Conseil d'administration de l'IFLA (Fédération internationale d'associations de bibliothèques).
- L'Alliance et l'Europe :
 - Une ouverture et un ancrage européens de l'Alliance... ?
 - Programme Europe Creative
- L'Alliance de demain : gouvernance et stratégie
 - Bilan des activités en 2017



- Stratégie pour la période 2018-2020
- Activités à venir en 2018 et 2019
- L'Alliance de demain...
- Dynamisation des réseaux et représentativité de l'édition indépendante actuelle au sein de l'Alliance

Les décisions prises par le CIEI lors de cette rencontre sont à retrouver dans la [boîte à outils en ligne](#), à disposition des éditeurs et du Bureau.

Parmi les décisions principales lors de cette rencontre, la mise en place de prochaines Assises en 2019-2020, dépendamment des moyens humains et financiers que l'Alliance pourra trouver pour leur mise en place. L'année 2018 sera notamment une année de préparation des Assises 2019-2020 de l'Alliance, d'où découleront les prochaines orientations et programmes d'action de l'association.

Ici les premières esquisses des prochaines Assises :

Bilan et perspectives

- Réaffirmer les convictions et les engagements de l'Alliance : la philosophie de l'Alliance (indépendance, solidarité, diversité, ouverture – les fondamentaux de la bibliodiversité)
- Évaluer le chemin parcouru depuis les Assises 2014
- Identifier les nouveaux enjeux pour les éditeurs indépendants, pour l'indépendance et la bibliodiversité, par exemple :
 - *Vers de nouveaux modèles économiques, vers de nouvelles modalités d'échanges*

Il s'agit ici de « s'inspirer » des expérimentations en cours au sein de plusieurs maisons d'édition pour étudier et adapter certaines pratiques à un niveau plus large – nouveaux modes de gouvernance des maisons d'édition, économie participative, nouvelles approches et intégration des lecteurs dans les processus de création, de diffusion, etc.

Par ailleurs, la prise en compte des pratiques de lecture sera plus fortement intégrée dans les activités menées : les éditeurs expérimentent beaucoup de pistes pour parvenir aux lecteurs (notamment dans un contexte très mouvant à bien des niveaux – que ce soit géopolitique avec les migrants par exemple ; que ce soit sociologique avec le boom des téléphones portables, etc.). Il s'agit ainsi de trouver des alternatives complémentaires aux schémas classiques de diffusion et distribution – pour atteindre les lecteurs les plus éloignés du livre.

- *Le numérique*

Dans le prolongement des actions menées pour accompagner les éditeurs, la période à venir prendra en compte plusieurs autres dimensions, et notamment celle du piratage, des droits d'auteur et des droits culturels. Ces enjeux ont souvent été abordés sans être analysés en profondeur au sein de l'Alliance – et donc du point de vue des éditeurs indépendants à l'international.

- Dresser le bilan et présenter publiquement les résultats de l'Observatoire de la bibliodiversité : présentation du travail sur les politiques publiques du livre en Amérique latine, monde arabe et Afrique subsaharienne/Madagascar

Gouvernance 2020-2023

Comme pour toutes périodes précédentes, la gouvernance de l'Alliance sera évaluée et redéfinie le cas échéant, particulièrement sur les points suivants : articulation de l'organisation en réseaux linguistiques et groupes thématiques ; intégration de nouvelles générations d'éditeurs ; ouverture de l'Alliance à l'Europe et l'Asie.

Échanges/rencontres

- Favoriser les liens entre les réseaux linguistiques : mieux se connaître et travailler davantage entre réseaux (atelier de coéditions entre réseaux par ex.)
- Repérer et inviter de nouveaux éditeurs, dans l'esprit d'ouverture défendu par les éditeurs et pour dynamiser les réseaux linguistiques

Où, qui, quand, comment...

- Durée : 3 jours
- Participants (au minimum) : membres du CIEI et représentants des groupes de travail thématiques ; invitation de nouveaux éditeurs (Asie, Europe, autres aires géographiques...)
- Format : ateliers et séances plénières (présence physique) + sessions en streaming et Skype (présence virtuelle) ; présentation et mise en valeur de livres des éditeurs indépendants
- Lieu (pistes de réflexion actuelles) : opportunité d'une foire du livre (foire du livre « amie ») ; un pays d'Europe (Pologne, Portugal ?) ; siège social de l'Unesco à Paris ; Sharjah, capitale mondiale du livre de l'UNESCO en 2019 ?

Les mandats de plusieurs coordinateurs, coordinatrices, vice-coordonateurs et vice-coordinatrices arriveront à terme en 2018, préfigurant des changements dans la composition à venir du CIEI. Rappel des mandats (et changements à venir en rouge) :

- **Réseau anglophone** : Müge Sokmen Gursoy (Metis Publishers en Turquie), coordinatrice ; **Ritu Menon (Women Unlimited en Inde), vice-coordinatrice** / septembre 2016 à septembre 2018
- **Réseau arabophone** : **Nouri Abid (Med Ali, Tunisie), coordinateur** / mai 2016 à mai 2018
- **Réseau francophone** : **Serge Dontchueng Kouam (Presses universitaires d'Afrique au Cameroun), coordinateur** ; **Isabelle Pivert (Le Sextant en France)** et **Élisabeth Daldoul (elyzad en Tunisie), vice-coordinatrices** / juin 2016 à juin 2018
- **Réseau hispanophone** : Guido INDIJ, Argentine (la marca editora, Argentine), coordinateur / septembre 2015 à septembre 2019
- **Réseau lusophone** : **Araken Gomes Ribeiro (Contra Capa, Brésil), coordinateur** ; Carla Oliveira (Orfeu Negro, Portugal), vice-coordinatrice / septembre 2016 à septembre 2018
- **Réseau persanophone** : Tinouche Nazmjou (Naakojaa, France/Iran) ; Anahita Mehdipour (Forough Publications, Allemagne), vice-coordinatrice / septembre 2016 à septembre 2018

Un immense merci à vous, Ritu, Nouri, Serge, Isabelle et Araken !



Participations aux frais (PAF) des éditeurs

En 2017, 10 éditeurs et 2 collectifs d'éditeurs ont participé aux frais annuels (contre 19 en 2016) : 8 éditeurs du réseau francophone, 1 du réseau anglophone, 1 du réseau arabophone et les nouveaux collectifs membres (KWS en Allemagne et SWIPS en Suisse), engendrant des recettes de **2 068,04 €** (contre 2 382,39 € en 2016).

L'ensemble de AEI 01 a généré 11 392,52 euros de dépenses (contre 21 367,75 euros en 2016) **et 3 431,68 euros de recettes** (contre 27 706,69 euros en 2016 étant donné le soutien exceptionnel de 25 000 € de la FPH).

OUTILS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (AEI 02)

Traductions de fonctionnement et des newsletters (français, anglais et espagnol)

Les traductions ont généré des dépenses de **3 343,98 € en 2017** (contre 3 178,18 € en 2016). L'Alliance salue et remercie ici les deux traductrices avec qui elle collabore essentiellement depuis plusieurs années maintenant : Danielle Charonnet (traduction vers l'espagnol / photo de droite) et Rachel Matteau (traduction vers l'anglais / photo de gauche).



Site Internet de l'Alliance

Les dépenses relatives au [site Internet](#) (hébergement et maintenance) sont de **373,80 €** en 2017. Il est à noter que l'équipe a dédié du temps de travail pour l'actualisation du site (étant donné que le site Internet a fait peau neuve en 2016, il a été nécessaire de migrer les informations et de les actualiser tout au long de l'année 2017).

Newsletter mensuelle de l'Alliance

La newsletter, outre annoncer les activités en cours ou à venir de l'Alliance, ont également une fonction de veille, complémentaire à l'Observatoire de la biodiversité. Des articles, interviews et études en lien avec les thèmes de l'Observatoire sont ainsi recensés sur la newsletter tous les mois ; certains sont également mis en ligne dans l'Observatoire.

En moyenne, la newsletter est consultée mensuellement à hauteur de 37 % de l'ensemble des destinataires la recevant, autrement dit, sur 1 078 personnes la recevant, environ 399 personnes la consultent tous les mois (en 2016, elle était consultée en moyenne par 30 % de l'ensemble des destinataires).

Nous présentons ici les statistiques de consultation de la newsletter sur l'année 2017 (source Mailchimp) :

Nombre d'ouverture de la newsletter, en %	1. réseau anglophone (21)	2. réseau francophone (71)	3. partenaires francophones (512)	4. partenaires anglophones (227)	5. réseau hispanophone (193)	6. réseau lusophone (16)	7. réseau arabophone (19)	8. réseau persanophone (19)	Moyenne
8. Janvier / Une année 2017 aux couleurs de la biodiversité	29	40	31	25	28	18	23	10	26
9. Février / En février 2017 à l'Alliance ?	33	33	35	25		20	35	16	25
6. Mars / En mars, on va entendre parler de biodiversité	43	48	30	25	26	25	12	22	29
3. Avril / Riche actualité pour les indépendants en avril !	52	47	33	24	25	25	12	32	31
2. Mai / Le joli mois de mai de l'Alliance	43	39	29	22	30	31	23	37	32
1. Juillet / Les nouvelles de l'Alliance	48	45	31	27	30	44	25	26	35

1. Septembre / De Francfort à Conakry, de Lomé à Paris, le second semestre 2017 de l'Alliance	57	49	36	27	28	25	22	32	35
5. Octobre / Les nouvelles de l'Alliance en octobre	48	36	35	28	34	25	22	16	31
4. Novembre / Conakry, Istanbul, Sharjah, Paris, Mexico... les actualités de l'Alliance	48	42	32	27	27	19	33	17	31
7. Décembre / L'Alliance vous souhaite une fin d'année pleine de biodiversité(s)	48	38	27	26	24	19	21	17	28
Moyenne	50	46	35	28	28	28	25	25	33

Portraits des éditeurs membres de l'Alliance par le webmagazine ActuaLitté



Depuis octobre 2016, l'Alliance a passé un partenariat avec le [web magazine ActuaLitté](#), spécialisé « monde du livre », dont l'audience est forte dans l'espace professionnel francophone. Tous les mois, une interview d'une éditrice ou d'un éditeur de l'Alliance est ainsi publiée, occasion de faire entendre la voix des membres et de valoriser le réseau international de l'Alliance.

Interviews publiées depuis 2016 :

- [Élodie Comtois \(éditions Écosociété au Québec\)](#),
- [Samar Haddad \(Atlas Publishing en Syrie\)](#),
- [Marie Michèle Razafintsalama \(Jeunes malgaches à Madagascar\)](#),
- [Constanza Brunet \(Marea Editorial en Argentine\)](#),
- [Antoinette Koleva \(KX Critique & Humanism en Bulgarie\)](#),
- [Karine Joseph \(éditions du Sirocco au Maroc\)](#),
- [Colleen Higgs \(Modjaji Books en Afrique du Sud\)](#),
- [François Nkémé \(Proximité au Cameroun\)](#),
- [Aliou Sow \(Ganndal en Guinée Conakry\)](#),
- [Ritu Menon \(Women Unlimited en Inde\)](#),
- [Ivana Jinkings \(Boitempo au Brésil\)](#),
- [Sophie Bazin et Johary Ravaloson \(Dodo vole à Madagascar\)](#),
- [Dorota Hartwich \(Format en Pologne\)](#),
- [Amanda Crocker \(Between the Lines, Canada\)](#),
- [Dieulermesson Petit Frère \(LEGS Édition, Haïti\)](#),
- [Corinne Fleury \(Atelier des nomades, Maurice\)](#),
- [Abdulai Sila \(Ku Si Mon, Guinée Bissau\)](#).

L'ensemble de AEI 02 (outils d'informations) a engendré 3 717,78 euros de dépenses (contre 4 636,50 euros en 2016).

GESTION ET FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION HORS ANIMATION (AEI 04)

- **Fonctionnement du compte courant** BNP Paribas (AEI 04/0) : total des dépenses de **1 541,84 €** (contre 1 316,65 € en 2016) :
 - Abonnement BNPnet pour la période de décembre 2016 à novembre 2017 : 712,52 €
 - Frais sur transferts internationaux : 829,32 €
- **Certification des comptes de l'Alliance** par le cabinet SOFIDEEC : **2 400 €** (contre 2 340 € en 2016)
- **Assurance de l'Alliance** à la MACIF : **740,03 €** (contre 738,92 € en 2016)

- **Frais d'affranchissement** : **85,75 €** (contre 224,60 € en 2016)
- **Frais de coursiers** : **75,60 €** (contre 171,60 € en 2016)
- **Fournitures de bureau** : **90,34 €** (contre 76,25 € en 2016)
- **Fournitures informatiques** : **552,49 €** (contre 733,89 € en 2016)
 - Abonnement Dropbox : 356,63 €
 - Abonnement Google Play (espace stockage) : 23,88 €
 - Cartouches encre : 171,98 €
- **Café** : **176 €** (160 € en 2016).

L'ensemble de AEI 04 (gestion et fonctionnement) a engendré 5 662,05 euros de dépenses (contre 6 500,83 € en 2016) et 27,80 euros de recettes (remboursements divers).

ANIMATION ET SALAIRES (AEI 05)

- **Salaires des CDI** (AEI 05/0) : **68 493,56 €** (contre 67 690,69 € en 2016) dont :
 - **65 165,06 €** (salaires 3 salariés CDI à temps plein)
 - **1 794,60 €** correspondant aux trajets entre Bordeaux et Paris de Laurence Hugues (soit 11 allers et retours et l'abonnement à la carte Fréquence pour l'année 2017), qui lui sont remboursés par l'Alliance dans le cadre de son télé-travail ;
 - **1 533,90 €** de mutuelle (l'Alliance prend en charge 60 % du coût de la mutuelle, les 40 % restants étant à la charge des salariés).
- **Sécurité sociale** (URSSAF – AEI 05/1) : **42 773 €** (contre 42 563 € en 2016)
- **Cotisations Agessa** (AEI 05/12) : **2 €** (contre 11 € en 2016)
- **Cotisations Maison des artistes** (AEI 05/13) : **218,61 €** (contre 825,75 € en 2016)
- **Chèques déjeuner** (AEI 05/14) : **2 757,83 €** (contre 4 552,76 € en 2016) ; retour des millésimes 2016 équivalent à **19,71 € de recettes** en 2017
- **Caisses de retraite** (AEI 05/2) : **9 302,80 €** (contre 9 381,47 € en 2016)
- **Gestion du « social »** (cabinet Sofideec – AEI 05/4) : **1 329,60 €** (contre 1 209,60 € en 2016)
- **Médecine du travail** (SEMSI – AEI 05/5) : **358,20 €** (contre 326,52 € en 2016)

- **Mutuelle** (Chorum – AEI 05/6) : **1 009,27 €** (993,29 € en 2016)
- **Formation continue** (Uniformation – AEI 05/7) : **2 076 €** (contre 1 604 € en 2016)

L'activité AEI 05 (ressources humaines et charges) a engendré au total 128 320,87 euros de dépenses (contre 129 158,08 euros en 2016) et **173,71 euros de recettes** (remboursements divers).

Soutien Fondation Charles Léopold Mayer : une majeure partie du soutien annuel de la FPH, d'un montant total de 150 000 euros, est dédié à couvrir les dépenses « Animation et salaires ».

Totaux AEI 0

149 093,22 euros de dépenses (contre 161 663,16 euros en 2016) et **3 633,19 euros de recettes** (contre 36 505,97 euros en 2016 comprenant un soutien exceptionnel de la FPH en 2016).

APPROCHE GEOGRAPHIQUE ET LINGUISTIQUE (AEI 1)

LES ALLIES

Composition de l'Alliance au 19 juin 2018, date de l'Assemblée générale de l'association

L'Alliance compte à ce jour 550 éditeurs dans 52 pays (elle en comptait 401 de 50 pays en juin 2017) :

- 88 membres directs (83 membres directs en 2017) ; 3 membres observateurs
- 14 collectifs, soit 459 membres indirects (11 collectifs, soit 315 membres indirects en 2017) ;
- 52 pays représentés (50 pays représentés en 2017)
- 47 % de femmes (45 % en 2017) ; 53 % d'hommes (55 % en 2017)

Répartition des 105 entités (maisons d'édition + collectifs + membres observateurs)	Nombre	Pourcentage
Réseau anglophone	14	13
Réseau arabophone	6	6
Réseau francophone	47	46
Réseau lusophone	7	7
Réseau hispanophone	22	21
Réseau persanophone	4	4
Autres langues	5	5
Total	105	100

Répartition des 550 membres	Nombre	Pourcentage
Réseau anglophone	21	4
Réseau arabophone	6	1
Réseau francophone	73	13
Réseau lusophone	106	19
Réseau hispanophone	187	34
Réseau persanophone	4	1
Autres langues	153	28
Total	550	100

Répartition géographique, sur la base de 105 entités		
Afrique	36	33
Amérique latine	22	21
Amérique du Nord	8	8
Europe	30	29
Moyen Orient	4	4
Asie	4	4
Océanie	1	1
Total	105	100

Répartition géographique, sur la base de l'ensemble des membres (550 maisons d'édition)		Total
Maisons d'édition au Nord	33	227, soit 41 %
Membres des collectifs au Nord	194	
Maisons d'édition au Sud	54	323, soit 59 %
Membres des collectifs au Sud	269	
Total	550	

11 nouvelles adhésions formelles en 2017

- **6 adhésions dans le réseau francophone** : Amalion au Sénégal (SHS, littérature), Apic en Algérie (littérature), Atelier des nomades à l'île Maurice (jeunesse), Éditions Ntsame au Gabon (généraliste, scolaire), Elondja en République démocratique du Congo (BD), LEGS Éditions en Haïti (littérature, SHS)
- **1 adhésion dans le réseau anglophone** : Inanna Publications au Canada (SHS et littérature, catalogue féministe)
- **1 adhésion dans le réseau hispanophone** : Llegir en Catala en Espagne-Catalogne (collectif d'éditeurs indépendants catalans)
- **3 adhésions dans « Autres réseaux »** : Format en Pologne (jeunesse), Kurt Wolff Foundation en Allemagne (collectif d'éditeurs indépendants allemands), SWIPS en Suisse alémanique (collectif d'éditeurs indépendants suisses)

Bienvenue !



RESEAU ARABOPHONE (AEI 12/0)

Voir « Journée professionnelle dédiée aux politiques publiques du livre dans le monde arabe lors de la Foire du livre de Tunis (Tunisie), 24 mars – 2 avril 2017 », dans Observatoire de la bibliodiversité (AEI 13/6).

RESEAU FRANCOPHONE (AEI 12/1)

Livre Paris – Salon du livre de Paris (France), 24-27 mars 2017 et réunion partielle des éditeurs du réseau francophone

Parmi les activités organisées par l'Alliance lors du Salon du livre de Paris 2017

B2B : achats et cessions de droits dans l'espace francophone / rendez-vous professionnels entre éditeurs d'Afrique subsaharienne et d'Haïti et éditeurs français - organisées par l'Alliance, en partenariat avec le BIEF.

- 6 maisons d'édition d'Afrique et Haïti : Frat Mat en Côte d'Ivoire, Legs en Haïti, Elondja au Congo Kinshasa, Amalion au Sénégal, Graines de Pensées au Togo, Ruisseaux d'Afrique au Bénin
- 13 maisons d'édition françaises : L'École des loisirs, Actes Sud, Mercure de France, Zulma, Sabine Wespieser, Philippe Rey, Bayard, Bamboo, Paquet, Albin Michel, La Découverte, Gallimard, La Dispute.



Partenaire du BIEF et de l'Institut Français pour organiser le pan professionnel de l'opération « Francfort en français », dans le cadre de la Foire du livre de Francfort 2017, l'Alliance a ainsi participé à la préparation de ce programme, faisant bénéficier de son réseau et de son expertise, en particulier sur les points suivants :

- processus de sélection et d'accueil des éditeurs pour la Foire du livre Francfort 2016, le Salon du livre de Paris 2017, la Foire du livre de Francfort 2017
- organisation de rendez-vous professionnels entre éditeurs français et africains en vue de concrétiser des achats et cessions de droits dans l'espace francophone au Salon du livre de Paris (voir détails ci-dessous)
- suivi et conseil des éditeurs pendant et après la Foire du livre de Francfort 2017 (par exemple, conseil aux éditions Ganndal en Guinée Conakry dans le cadre d'une négociation et contractualisation avec un éditeur sud-africain).



Retours d'expérience, par les éditions Elondja, maison d'édition spécialisée dans la bande dessinée jeunesse au Congo Kinshasa :

« La foire de Paris a été une très belle expérience pour les éditions Elondja. Les rendez-vous avec les éditeurs ont été positifs et les discussions se sont poursuivies avec certains jusqu'à Bologne où nous avons pris part à la foire du livre pour la jeunesse. Elondja pourra, ainsi, éditer sur le sol congolais cinq ouvrages dont les droits vont être acquis auprès des éditions Bayard et Rue de Sèvres. Les éditions Paquet vont aussi publier deux BD d'Elondja pour le marché français ».

Tables rondes sur le Forum professionnel SNE

« Création, partenariats et promotion : quelles perspectives de développement de l'édition francophone ? »

3 tables rondes (jeunesse, littérature et sciences humaines et sociales) en présence des éditeurs francophones présents – organisés par le BIEF, en collaboration avec l'Alliance.

Réunion des éditeurs du réseau francophone de l'Alliance au Centre national du livre

- Présentation de l'[étude de faisabilité d'un pôle d'impression numérique en Afrique de l'Ouest](#) menée par Gilles Colleu (éditions Vents d'ailleurs, France)
- Présentation de l'étude sur la filière de l'édition française et ses impacts sociaux et environnementaux par l'équipe du [BASIC](#)
- Échanges autour de quelques projets en cours au sein de l'Alliance
- Foire aux projets (propositions de cessions, coéditions, ou autres...)

Total réseau francophone : les dépenses totales du réseau francophone en 2017 (hors projets de coéditions, voir AEI 3) sont de 345,39 € (contre 467,12 euros en 2016).

RESEAU PERSANOPHONE (AEI 12/4)

Salon du livre de Téhéran non censuré, 2-14 mai 2017, Europe et Amérique du Nord

À l'initiative des [éditions Naakojaa](#) (membre du réseau persanophone de l'Alliance basé à Paris), seize éditeurs iraniens de la diaspora organisaient, en parallèle de la Foire du livre de Téhéran en Iran (3-13 mai), le « Salon du livre de Téhéran non censuré ». Ce salon a tourné dans 9 villes européennes et nord-américaines : Londres, Stockholm, Paris, Cologne, Amsterdam, La Haye, Rotterdam, Toronto et Los Angeles.

Une manière pour les éditeurs iraniens de la diaspora de faire « leur » salon, d'exposer et vendre des ouvrages en persan interdits en Iran.

Le site www.uncensoredBook.com et les réseaux sociaux (hashtag #UncensoredBook) ont relayé au fur et à mesure de la tournée les rencontres et débats, les auteurs invités. L'Alliance a soutenu ce salon en 2017 (et s'est engagée à le soutenir en 2018), manière concrète et directe de participer au renforcement du réseau persanophone (identification de nouveaux éditeurs, mise en lien des éditeurs entre eux, diffusion de textes censurés en Iran...).



Ce soutien s'inscrit par ailleurs dans le prolongement de l'étude [Publishing in Persian language](#), étude sur l'édition en langue persane, réalisée par l'Alliance en 2015.

Total réseau persanophone : les dépenses totales du réseau persanophone en 2017 sont de 1 800 euros.

RESEAU HISPANOPHONE (AEI 12/7)

La « HotList » latino-américaine



HOTLIST from the
Frankfurt 2017 Latin American
independent publishers

Sous l'impulsion des éditeurs hispanophones de l'Alliance, une sélection de 40 ouvrages publiés par autant d'éditeurs indépendants en provenance d'une dizaine de pays d'Amérique latine a été constituée et présentée « physiquement » à la Foire du livre de Francfort 2017, au sein de l'espace « Reading Islands for Independent Publishers », mis à disposition par le collectif d'éditeurs indépendants allemands KWS. La HotList a été présentée pendant la Foire lors d'une table consacrée à l'édition indépendante en Amérique latine. La HotList était également mise en avant sur [un site dédié](#), réalisé par Julie Agor (Oreka graphiste).



Ce coup de projecteur sur l'édition indépendante latino-américaine a permis, en dehors d'une mise en valeur des maisons d'édition indépendantes d'Amérique latine à Francfort (voir article publié par [Publishing Perspectives](#) entre autres), de repérer de nouveaux éditeurs latino-américains avec qui l'Alliance pourrait se rapprocher davantage dans l'optique d'un élargissement du réseau hispanophone.

En 2018, la HotList latino-américaine inclura également les éditeurs indépendants du Brésil, avec une communication et une signalétique améliorées pour une meilleure visibilité des éditeurs représentés.

Total réseau hispanophone : les dépenses totales du réseau persanophone en 2017 sont de 823,99 euros.

STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DANS LES PAYS EN EUROPE

Rencontre de collectifs européens à Paris (France), 19 et 20 juillet 2017

À l'invitation de l'Alliance, quatre collectifs européens (KWS en Allemagne, Contrabandos en Espagne, ODEI en Italie et IPG au Royaume Uni) se sont réunis dans les locaux de la FPH en juillet 2017 pour davantage renforcer leurs liens, envisager des modes de collaborations, mutualiser des outils et expériences...

Profitant de la présence de ces collectifs, une journée spécifique a été dédiée au programme de financement Creative Europe par ailleurs (voir AEI 4).

Parmi les pistes de travail envisagées avec ces collectifs :

- **Création d'un réseau européen** : réunion informelle à Francfort en octobre 2017 pour préparer la création de ce réseau, nouvelle réunion à Francfort en 2018. Ce réseau pourrait être une force de plaidoyer devant les institutions européennes. Il pourrait également être une opportunité pour mutualiser et partager des stands collectifs, des outils, des contacts, des expériences...



- **Communication** : réflexion et échanges sur la notion d'« indépendance » et de « bibliodiversité ». Comment pouvons-nous imaginer une campagne commune pour les Indépendants en Europe ?
- **Indie Book Day** : tous les collectifs souhaitent continuer à suivre l'Indie Book Day en 2018 et au-delà
- **Programme Creative Europe** : collaboration à envisager selon le niveau d'avancement du projet au sein de l'Alliance.

Il est à noter que les participants sont venus à leurs frais, l'Alliance a pris en charge uniquement les repas et l'organisation de la rencontre (temps de travail).

Total développement dans les pays en Europe : 495,68 euros.

Total pour l'ensemble des réseaux linguistiques en 2017 : 3 465,06 euros (contre 1 941,75 euros en 2016). Parmi les dépenses non listées ici, nous comptons des frais de réunion avec des éditeurs des différents réseaux lors de leur passage à Paris notamment).

CROISEMENT DES RESEAUX LINGUISTIQUES (AEI 12/9)

Indie Book Day, 18 mars 2017

L'Indie Book Day a été créé en 2013, à l'initiative d'éditeurs indépendants en Allemagne, il s'est internationalisé en 2017 grâce notamment aux collectifs d'éditeurs indépendants membres de l'Alliance, qui ont été nombreux à participer à cette journée.

Mode d'emploi : le 3e dimanche du mois de mars, les lecteurs sont invités à aller dans une librairie indépendante, acheter un livre édité par un éditeur indépendant, et publier une photo du livre sur les réseaux sociaux, avec le hashtag #indiebookday. Les libraires et les éditeurs peuvent organiser une campagne de communication commune en amont, pour informer les lecteurs par exemple (affiches dans les librairies, informations sur les réseaux sociaux et sites Internet, etc.).



Journée internationale de la bibliodiversité (Jour B) – 21 septembre 2017

En 2017, le Jour B a connu un succès relatif au-delà des frontières latino-américaines (comparativement aux années précédentes), mais a cependant été fortement porté par les éditeurs au [Pérou](#), en [Colombie](#), en [Argentine](#).

Une nouvelle vidéo a été réalisée par les éditeurs latino-américains, sous la houlette de Guido Indij (la marca editora, Argentine), [à consulter ici](#).

Lectures, lâchers et piñatas de livres dans l'espace public, rencontres, pique-nique, affiches, posters, cartes postales... les activités du Jour B sont relayées depuis la création de la journée en 2011 sur le [blog el día B](#) et sur le [site de l'Alliance](#).

De son côté, l'équipe de l'Alliance a souhaité profiter de cette occasion pour demander aux éditeurs de « raconter » le nom de leur



maison d'édition : [voir ici](#) 36 histoires dévoilées sur le nom de maisons d'édition indépendantes du monde entier ; 36 paroles d'éditrices et d'éditeurs sur la bibliodiversité.

Cette activité a engendré 1 500 euros de dépenses (contre 600 euros en 2016).

OBSERVATOIRE DE LA BIBLIODIVERSITE - CENTRE DE RESSOURCES, RECHERCHES ET ANALYSES (AEI 13)

Données générales

L'[Observatoire de la bibliodiversité](#) est un des résultats très concrets des Assises internationales de la bibliodiversité 2012-2014. Créé en 2016, l'Observatoire agrège plusieurs activités de l'Alliance (analyses, recherches, boîtes à outils, plaidoyers) ; il est aussi un outil de communication vis-à-vis des professionnels et des pouvoirs publics, contribuant à renforcer la légitimité et la reconnaissance des éditeurs indépendants. L'ensemble des ressources et outils à disposition au sein de l'Observatoire sont en ligne, en libre téléchargement, [sur le site de l'Alliance](#).

7 groupes de travail, composés d'éditeurs membres, travaillent depuis 2016 sur des axes thématiques définis comme prioritaires :

1. [Politiques publiques du livre en Amérique latine](#)
2. Politiques publiques du livre dans le monde arabe
3. Politiques publiques du livre en Afrique subsaharienne/Madagascar

Ces 3 groupes ont entamé une récolte des données des politiques publiques du livre dans leur zone respective en 2017, qui aboutira d'ici 2019 à une analyse et des cartographies des données (voir détail ci-après).

4. [Repenser le don de livres en Afrique](#) : actions de sensibilisation lors de tables rondes (Conakry 2017, Salon du livre de Genève 2018...) ; actions de plaidoyer en 2017 en réaction à des opérations de dons de livres en Côte d'Ivoire, à Francfort... (voir détail ci-après).

5. [Édition en langues locales et nationales](#) : Salon de l'Écrit et du Livre en Langues africaines (SAELLA) en 2016 ; atelier sur les outils numériques et les langues africaines en 2017...

6. [Partenariats éditoriaux solidaires](#) : étude de faisabilité d'implantation de structures d'impression numérique pour les éditeurs indépendants, tables rondes et rencontres, travail de définition...

7. [Liberté d'édition](#) : réalisation d'une étude sociologique sur la liberté d'éditer à partir des témoignages des éditeurs de l'Alliance, publication prévue en juin 2019.

Dans le cadre de l'Observatoire de la bibliodiversité, l'Alliance a notamment travaillé sur 2 thématiques principales en 2017 : les politiques publiques du livre et la liberté d'éditer – révélatrices du contexte dans lequel évoluent les éditeurs – et des enjeux à venir.

Enfin, il est à noter que pour l'ensemble des projets portés par l'Observatoire de la bibliodiversité, l'Alliance n'a pas obtenu un seul soutien public (malgré plusieurs demandes auprès des pouvoirs publics français, d'organisations internationales comme l'Organisation internationale de la Francophonie...). Nous précisons ce point pour insister sur un paradoxe : les pouvoirs publics et institutions, premières bénéficiaires des analyses et observations résultant de l'Observatoire de la bibliodiversité, ne s'engagent pas dans de tels travaux – préférant soutenir des actions éphémères et très visibles (salons, manifestations...). Les enquêtes

de longue haleine, dont les résultats ne sont pas immédiats, ne sont soutenues au final que par des fonds privés (en l'occurrence ici la Fondation de France, la Fondation Un monde par tous), c'est le cas de l'Observatoire (mais de bien d'autres projets portés par d'autres collectifs équivalents à l'Alliance). Si le manque d'accompagnement (voire le désintérêt) des instances politiques pour ce genre d'initiative est à déplorer, il est également à interpréter comme un message pour les acteurs de terrain : c'est seulement à partir de leur mobilisation et de leur engagement que certains changements peuvent s'opérer. Leur implication dans la réflexion et leur capacité à agir et proposer est essentielle pour la bibliodiversité. L'Observatoire est traversé par cette « philosophie », par la notion de responsabilité qu'ont les éditeurs de leur métier et de leur écosystème.

L'Observatoire de la bibliodiversité dans son ensemble a généré 948,50 euros de dépenses (traductions de documents – les autres dépenses relatives à l'Observatoire sont détaillées ci-après sachant qu'une part importante consiste en du temps de travail).

Soutien de la Fondation de France : 28 050 euros perçus en 2016

Cartographies des politiques publiques du livre (AEI 13/6)

Ce travail se découpe en 3 phases principales : récolte de données dans 3 zones (Amérique latine, monde arabe et Afrique subsaharienne) ; analyse et cartographies des données ; plaidoyer.

L'année 2017 a été consacrée à la phase de récolte de données. Les observations qui découlent de cette étape donnent déjà de précieuses indications quant à l'état des politiques publiques du livre dans ces 3 zones et entre ces 3 zones, dont nous dressons ici des premiers constats, à très grands traits.

En effet, si la récolte de données en Amérique latine s'est avérée relativement « simple » à mener (taux de réponses et qualité des réponses très satisfaisants, diversité des pays représentés...), la récolte en Afrique subsaharienne et dans le monde arabe a représenté bien plus de difficultés. En Afrique subsaharienne, les obstacles viennent essentiellement du fait qu'il n'existe pas de politiques publiques pour le livre – les informations à disposition sont moindres, souvent peu connues des éditeurs, voire même des représentants des pouvoirs publics.

Dans le monde arabe, et en dehors du contexte très complexe et fragile des pays, on lit une fracture entre le Maghreb et le Machrek : dans les pays du Maghreb, les professionnels sont impliqués et acteurs dans la construction des politiques publiques du livre ; en revanche, dans les pays du Machrek, on observe une méfiance des professionnels vis-à-vis de leurs États (qui incarnent la censure, la répression), ayant pour conséquence un manque de confiance dans toute politique publique, l'approche étant de fait axée sur la réussite économique (vision très *business*).

Ainsi, le processus de récolte de données en tant que tel est en soi une première cartographie des politiques culturelles dans les 3 zones, et donne d'ores et déjà des pistes pour l'analyse qui est en cours en 2018 : des politiques publiques du livre en essor en Amérique latine, avec l'exemple notable du Chili où elles sont coconstruites par les professionnels et les pouvoirs publics ; une quasi-absence de dispositifs de soutien au livre en Afrique subsaharienne et des professionnels qui redoublent de créativité face à ce vide ; des politiques à double vitesse dans le monde arabe avec une tendance forte avec une prédominance de l'économie sur le politique.

Evidemment, l'analyse et les cartographies qui découleront de l'année 2018 permettront des conclusions bien plus fines et nuancées.

Foire du livre de Tunis (Tunisie), 24 mars – 2 avril 2017

En partenariat avec la Foire du livre de Tunis et l'Union des éditeurs tunisiens, et grâce au soutien de la Fondation de France et des Instituts français



de Tunis et de Beyrouth, l'Alliance a organisé une journée professionnelle dédiée aux politiques publiques du livre dans le monde arabe, le jeudi 30 mars 2017 à Tunis. Des éditeurs d'Algérie, d'Égypte, du Liban, du Maroc, de Tunisie ont dressé à cette occasion un panorama des politiques publiques du livre de leur pays ; des éditeurs chilien et français ont pour leur part témoigné des dispositifs à l'œuvre dans leurs pays – un dialogue et des échanges entre les professionnels et les pouvoirs publics, entre les continents, entre les cultures.

Au cours de ces échanges très riches, permettant de confronter les points de vue entre éditeurs, libraires et représentants d'associations professionnelles, des thématiques sont apparues récurrentes et similaires entre les différents pays. Les participants ont ainsi souhaité inviter les pouvoirs publics de leur pays respectifs à agir sur les points suivants (lire [l'ensemble des conclusions ici](#)) :

- Achats publics de livres : il est nécessaire de favoriser une présence majoritaire de livres publiés par des éditeurs locaux dans les acquisitions publiques de livre, et de respecter la chaîne du livre en travaillant avec les libraires locaux. Dans cette optique, il apparaît nécessaire de définir clairement ce qu'est un livre « national » (c'est-à-dire des livres produits par des entreprises aux capitaux majoritairement locaux).
- Dispositifs de soutien à l'édition (aides financières à la traduction ou à l'édition, soutien à la présence des éditeurs sur des foires du livre, etc.) : de tels dispositifs d'aide sont importants et existent dans certains pays ; pour être efficaces, ils doivent être transparents, diversifiés dans les appuis, et répondre à des critères objectifs d'attribution.
- Circulation du livre dans le monde arabe : la circulation des livres entre les différents pays du monde arabe est quasi-inexistante (y compris entre pays frontaliers, par exemple entre les pays du Maghreb). Pour pallier les problèmes structurels (complications douanières, cherté du transport, fermeture des frontières terrestres Maroc-Algérie...), les processus de cessions de droits et/ou de coéditions entre éditeurs de différents pays représentent une solution. Afin de renforcer ces collaborations entre éditeurs du monde arabe, il est essentiel de mettre en place des fonds de soutien à ces partenariats éditoriaux transfrontaliers, permettant une meilleure circulation des ouvrages et des idées.



[Lire ici l'intervention](#) de Paulo Slachevsky, [Lom Ediciones \(Chili\)](#), membre de l'association [Editores de Chile](#) et de l'Alliance, lors de cette rencontre, sur la participation des éditeurs dans la construction d'une politique publique nationale de la lecture et du livre au Chili. Ce texte incarne précisément les enjeux du travail de l'Alliance et sera utilisé pour des réflexions futures, montrant aussi tout l'intérêt des croisements entre les réseaux linguistiques :

« La politique du livre au Chili vise aussi à renforcer les conditions pour que le pays ait un rôle proactif dans l'élaboration et la production de connaissances, en cherchant à lutter contre le colonialisme culturel qui nous domine et la féroce inégalité des échanges Nord-Sud [...] Les capacités de lecture des citoyens, les capacités à écrire et à publier des écrivains et des universitaires, ont peu de chances d'être renforcées si l'on

n'améliore pas dans le même temps les capacités éditoriales d'un pays et les possibilités d'accès aux livres locaux ».

Cette activité a généré 14 541,74 euros de dépenses.

Actions de plaidoyer (AEI 13/2)

L'Alliance a relayé des communiqués ou interpellé directement les pouvoirs publics et professionnels en 2017, suite à différentes atteintes à la liberté d'éditer ou dans le cadre de pratiques fragilisant les éditeurs indépendants.

- **En Turquie**, les auteures Necmiye Alpay and Asli Erdogan sont, depuis le 29 décembre 2016, en liberté provisoire, après plusieurs mois d'emprisonnement. L'Alliance appelait les autorités et la justice turques à les acquitter lors du procès qui les attendait en mars 2017, afin que la liberté d'expression et d'édition en Turquie soit garantie. [Relire ici le Communiqué de l'Alliance, publié en août 2016.](#)
- **Solidarité avec le peuple mexicain après le tremblement de terre.** L'[Association des éditeurs indépendants mexicains](#) (AEMI), collectif membre de l'Alliance, proposait de collecter des ouvrages auprès des éditeurs latino-américains, afin de les offrir notamment aux enfants et jeunes mexicains – pour que les imaginaires ne se referment pas sur cette catastrophe, que les histoires et mots d'ailleurs viennent les accompagner dans ces moments douloureux. La bibliodiversité, c'est aussi cela : faire attention au monde qui nous entoure, rester éveillés et conscients, être solidaires. [Lire ici l'intégralité du Communiqué de l'Alliance.](#)
- **Plusieurs actions de plaidoyer dans le cadre du travail de sensibilisation sur « Repenser le don de livres » :**
 - **Alors que l'association Les amis de l'Harmattan**, association parallèle aux activités des éditions/librairies L'Harmattan, développe des activités de dons de livres en Afrique francophone, l'Alliance rappelle que les « dons de livres papier mais aussi les dons de supports (liseuses, tablettes...) et contenus numériques, du Nord vers le Sud et du Sud vers le Sud, bien qu'ils soient basés sur des principes de générosité, participent eux aussi d'une certaine hégémonie culturelle. Depuis plusieurs années, les avertissements des professionnels du Sud et leurs propositions en faveur d'un autre don de livres ont contribué à changer les pratiques. Il est impératif de poursuivre la remise en question globale de ce système pour répondre durablement aux attentes des lecteurs. » [extrait de la Déclaration internationale des éditeurs indépendants].
 - **Une opération de don de livres en Côte d'Ivoire : quels impacts pour la bibliodiversité ?** Dans un communiqué conjoint publié le 15 juin 2017, l'[Association internationale des libraires francophones \(AILF\)](#) et l'[Alliance](#) partageaient leurs préoccupations et rappelaient les répercussions des dons de livres sur la chaîne du livre d'un pays. Lire [le communiqué ici](#).
 - **« Francfort en français : appel à la cohérence pour plus de bibliodiversité ».** Des opérations de dons de livres de la France vers l'Afrique, entre autres, étaient organisées à Francfort cette année. En particulier, les 30 000 livres présentés sur le Pavillon français étaient destinés à être distribués dans plusieurs pays à l'issue de la Foire – et ce alors même qu'une vingtaine d'éditeurs africains étaient invités à prendre part à la Foire, sur un stand « Afrique/Haïti »... Lire [le communiqué ici](#).

Revue *Bibliodiversity* (AEI 13/5/0)

Deux appels à contributions ont été lancés en 2017, pour les numéros suivants (à paraître en 2018 et 2019) :

- « L'auto-édition, un vecteur de bibliodiversité ? ». Ce numéro est coordonné par Sylvie Bosser (Université Paris 8, CEMTI). [Consultez l'appel ici.](#)
- « Écrire et publier en langues minorées : création et circulation des textes en contexte mondialisé ». Ce numéro est coordonné par Nathalie Carré (Institut National des Langues et Civilisations Orientales, INALCO, Paris) et Raphaël Thierry (Université de Mannheim, Allemagne). [Consultez l'appel ici.](#)

Numéros précédents et à venir :

Bibliodiversity est depuis sa création coéditée par Double ponctuation (structure dirigée par Étienne Gagliand, fondateur et ancien directeur de l'Alliance) et l'Alliance.

- Numéro 1 (2011) : [« Bibliodiversity indicators »](#)
- Numéro 2 (2013) : [« The Digital South: E-publishing in developing countries »](#)
- Numéro 3 (2014) : [« Translation and Globalization »](#)
- Numéro 4 (2016) : [« Édition et engagement : une autre façon d'être éditeur ? »](#)
- Numéro 5 (automne 2018) : « L'auto-édition, un vecteur de bibliodiversité ? »
- Numéro 6 : « Politiques publiques du livre : articles et panoramas sur les politiques publiques en Europe, Amérique du Nord, Amérique latine et Afrique subsaharienne » – à paraître au premier semestre 2019
- Numéro 7 : « Écrire et publier en langues minorées : création et circulation des textes en contexte mondialisé » – à paraître au second semestre 2019

Aucune dépense n'apparaît en 2017 pour la revue *Bibliodiversity*, si ce n'est du temps de travail pour la coordination et le suivi des numéros en cours. Nous remercions vivement ici Étienne Gagliand et Luc Pinhas, qui coordonnent et animent bénévolement la revue.

Analyses et études (AEI 13/5/2)

Une étude inédite sur la liberté d'éditer à paraître en septembre 2019

L'année 2017 marque le démarrage de l'étude que l'Alliance entreprend sur la liberté d'éditer – vaste enquête sociologique conduite par Anne-Marie Voisard (sociologue spécialiste du droit, ayant notamment suivi l'affaire Noir Canada pour la maison d'édition québécoise Ecosociété). L'étude est basée sur une série d'entretiens longs avec un panel de 25 à 35 éditeurs membres de l'Alliance, représentatifs de plusieurs régions du monde mais aussi sur des entretiens courts, avec des acteurs de la filière du livre comme les bibliothécaires, les libraires, les auteurs, traducteurs, enfin avec des ONG œuvrant pour la liberté d'expression. Une introduction historique sera réalisée par Jean-Yves Mollier, historien français spécialiste de l'édition et de la censure.

[Lire ici la présentation de l'étude, de ses auteurs, la méthodologie utilisée...](#)

En 2017, Anne-Marie Voisard a réalisé une série de premiers entretiens approfondis et de visu, lors de la rencontre du CIEI 2017 puis lors de la Foire du livre de Francfort, où s'est également tenu un atelier réunissant des éditeurs d'Afrique francophone, permettant un échange sur les enjeux de la liberté d'éditer à un niveau régional.

Des premiers entretiens et de l'atelier réalisés en 2017, quelques tendances fortes se dégagent, que la suite du travail sur l'année 2018 viendra confirmer ou nuancer :

- Les éditeurs font face à une panoplie de cas de censure : des cas « significatifs », « flagrants » et une série de faits plus insidieux.

- Les éditeurs sont dans des postures affirmées de « résistance » : résistance au sens de la stratégie, un moyen d’actions permettant le compromis, le contournement nécessaire ; résistance également entendue au sens éthique : une posture profonde, une quasi-radicalité de certains éditeurs, résister à l’assujettissement, le livre étant un outil d’émancipation, l’éditeur a ainsi une responsabilité.

Calendrier de réalisation de l’étude :

- Septembre – décembre 2017 : travail préparatoire (recherches, prises de contact avec les éditeurs, déplacement et premiers entretiens à Paris pour le CIEI puis à la Foire du livre de Francfort)
- Janvier – juin 2018 : travail d’enquête (poursuite des interviews et entretiens avec les éditeurs)
- Juillet – octobre 2018 : travail d’écriture de l’étude
- Novembre – décembre 2018 : travail éditorial (relecture, mise en page...)
- Janvier 2019 : publication et diffusion de l’étude

Étude de faisabilité d’implantation de structures d’impression numérique pour les éditeurs indépendants, par Gilles Colleu (novembre 2017)

L’impression numérique est-elle une alternative adaptée pour les éditeurs indépendants en Afrique de l’Ouest et Madagascar, et à quelles conditions ? Gilles Colleu (éditions Vents d’ailleurs en France, membre du Labo numérique de l’Alliance) répond à ces questions dans [cette étude inédite et attendue](#). Après avoir recensé les besoins des professionnels locaux, l’auteur présente les potentialités et les avantages mais aussi les limites de l’impression numérique au vu des réalités contextuelles et des pratiques des éditeurs. Enfin, Gilles Colleu propose des scénarios pour la mise en place de pôles d’impression numérique.

Au-delà de la dimension technique de l’impression numérique, l’étude s’intéresse aussi à ses potentialités de développement dans un contexte africain francophone et propose des éléments de réflexion sur les modèles économiques et stratégiques de l’édition indépendante.

Cette étude a reçu le soutien de l’Organisation internationale de la Francophonie (soutien perçu en 2016 et dépenses relatives réalisées en 2016 mais étude publiée en 2017). Une version longue de l’étude existe, réservée aux éditeurs membres de l’Alliance.

Cette activité a généré 1 534,56 euros de dépenses en 2017 (déplacement de l’auteur de l’étude sur la liberté d’éditer à Paris et Francfort).

Soutien Claude Calame (don particulier) : 1 500 euros en 2017 (pour étude sur la liberté d’éditer)

Soutien de la Fondation Un monde par tous : 8 000 euros perçus en 2016 et réservés en 2017 pour étude sur la liberté d’éditer

Labo numérique de l’Alliance (AEI 13/5/4)

Un nouveau look pour le Labo numérique !

[Le Labo a fait peau neuve en 2017](#) grâce à la start-up ivoirienne E-Voir, avec qui l’Alliance a noué une collaboration.

Articles, interviews et études

Régulièrement, le site web du Labo numérique de l’Alliance propose en libre accès (licence Creative Commons BY-NC-ND) des articles et entretiens sur les initiatives innovantes d’édition numérique dans les pays en développement. Ces ressources s’avèrent indispensables pour appréhender les changements à l’œuvre dans les pays du Sud, pour observer les tendances et mouvements au niveau mondial, et notamment dans les régions très dynamiques comme l’Asie ou l’Amérique latine :

- « [L'Édition numérique à l'ère du mobile en Afrique \(1/3\)](#) »
- « [L'Édition numérique à l'ère du mobile en Afrique \(2/3\)](#) »
- « [L'Édition numérique à l'ère du mobile en Afrique \(3/3\)](#) »

Une présentation publique de l'étude sur l'édition numérique en Afrique a eu lieu le 23 novembre 2017 à Conakry, dans le cadre du Colloque sur la littérature de jeunesse en Afrique organisé par les éditions Ganndal, maison d'édition membre de l'Alliance.

- « [L'édition numérique à l'ère du mobile en Inde \(1/3\)](#) »
- « [L'édition numérique à l'ère du mobile en Inde \(2/3\)](#) »
- « [L'édition numérique à l'ère du mobile en Inde \(3/3\)](#) »
- Adaptation pour le secteur culturel du livre des Directives opérationnelles sur la mise en œuvre de la Convention 2005 de l'UNESCO dans l'environnement numérique – ce travail est en cours. L'Alliance est en effet membre observateur de la société civile auprès de la Convention de 2005 à l'Unesco et souhaite réaliser ce travail d'articulation concret entre les directives opérationnelles sur le numérique approuvées en juin 2017 et le secteur de l'édition.

Nous remercions ici Octavio Kulesz, éditeur indépendant numérique, membre du Labo, qui a réalisé l'ensemble de ces articles en 2017.

Statistiques du Labo : chacun des articles publiés est consulté en moyenne par 101 visiteurs.

Tutorat individualisé des éditeurs francophones du Sud membres de l'Alliance

Dans le cadre du tutorat individualisé, l'équipe du Labo numérique répond aux questionnements des éditeurs francophones du Sud sur les aspects juridiques, techniques et économiques de l'édition numérique. Il s'agit par exemple d'analyser les clauses d'un contrat de distribution numérique proposé par une plateforme numérique à un éditeur, en l'alertant sur les éventuelles causes problématiques (exclusivité, durée du contrat, etc.).

Dans un souci de mutualisation des ressources, des fiches pratiques sont dans la mesure du possible réalisées et mises en libre consultation (licence Creative commons BY-NC-ND) sur le site du Labo après certaines actions de tutorat, permettant de compiler sur un support accessible et très simple d'utilisation, des informations et ressources pratiques.

En 2017, ces actions de tutorats ont notamment visé à aider de nouveaux éditeurs francophones dans l'appropriation du gabarit web « Alliance Press ». Deux éditeurs membres ont ainsi sollicité l'équipe du Labo pour les accompagner dans la réalisation ou l'amélioration de leur site web grâce au gabarit web « Alliance Press », dans la perspective de la Foire du livre de Francfort (ces maisons d'édition, qui participaient à la Foire du livre de Francfort en 2017, voulaient en effet que leur site Internet soit prêt et opérationnel pour cet événement – élément en effet quasi-essentiel pour tout éditeur, d'autant plus quand celui-ci ancre sa présence sur le marché international).

- Édition Proximité (Cameroun) : <http://editionsproximite.cm/>
- Éditions Graines de Pensées (Togo) : <http://www.grainesdepensees.com/>

Les actions de tutorat ont également permis le suivi de l'atelier in situ organisé à Lomé (Togo), sur la réalisation de livres numériques illustrés, notamment pour permettre aux graphistes togolais ayant participé à la formation de continuer à s'approprier le logiciel Pubcoder. Grâce à ce suivi, un graphiste togolais a ainsi décroché une certification au logiciel, en tant que producteur de contenu et formateur.



De plus, à la demande des éditions elyzad en Tunisie, l'équipe du Labo est intervenue pour accompagner l'éditrice à réaliser un dossier de demande de

subvention auprès de La Division Afrique subsaharienne et Francophonie du Département fédéral des Affaires étrangères en Suisse ([DFAE](#)), pour un soutien à la formation afin de réaliser des livres numériques à partir de son catalogue.

Cette activité a engendré 831,54 euros de dépenses (contre 7 562,50 euros en 2016) **et généré 35 315 euros de recettes** (contre 34 785 euros en 2016).

Soutien de l'OIF/DFEN : 35 315 euros. Ce soutien se répartit entre les dépenses liées au Labo numérique, à la formation in situ au Togo et à l'atelier numérique de Conakry (voir ci-après) et comprend enfin du temps de travail (Matthieu Joulin).

L'ensemble de AEI 13 (« Observatoire de la bibliodiversité ») a engendré 17 856,34 euros (contre 14 021,51 euros en 2016) **et a généré 36 829 euros de recettes** (contre 71 378,78 euros en 2016) – comprenant le soutien de l'OIF/DFEN et le don de Claude Calame.

RENDEZ-VOUS PROFESSIONNELS (AEI 14)

Présence dans les salons et foires du livre (AEI 14/0)

Participation de l'Alliance via les éditeurs membres et/ou les membres de l'équipe à des salons et foires du livre en 2017 :

- [Foire du livre de Leipzig](#) (Allemagne), 23-26 mars 2017

Les éditeurs du collectif allemand [Kurt Wolff Stiftung](#) ont présenté à cette occasion la traduction en allemand de [Bibliodiversity. A manifesto for Independent Publishing](#), de Susan Hawthorne (déjà traduit et coédité en [arabe](#), [français](#) et espagnol). Susan Hawthorne (Spinifex Press, Australie) et Müge Gursoy Sokmen (Metis, Turquie – coordinatrice du réseau anglophone de l'Alliance) étaient présentes pour la présentation du livre.

- [Livre Paris 2017](#) (France), 24-27 mars 2017
- Feria Internacional del Libro de [Buenos Aires](#) (Argentine), avec l'espace [Nuevo Barrio](#) dédié à l'édition indépendante, 27 avril - 15 mai 2017

Le « [Nuevo Barrio](#) », espace créé en 2016 pour favoriser la bibliodiversité, accueillait cette année le collectif péruvien « *Asociación de Editores Independientes del Perú* » et l'« *Asociación de Editores Independientes de Ecuador* » (devenu membre de l'Alliance en 2018).

- Feria Internacional del Libro de [Bogotá](#) (Colombie), 25 avril - 8 mai 2017
- [Salon du livre de Téhéran non censuré](#) (Europe et Amérique du Nord), 2-14 mai 2017
- [Salon international du livre de Turin](#) (Italie), 18-22 mai 2017

Clémence Hedde, invitée par le Salon de Turin, a participé à cette occasion à une table ronde dédiée à l'exportation du livre (via les partenariats éditoriaux et les traductions).

- Salon international du livre d'[Abidjan](#) (Côte d'Ivoire), 24-28 mai 2017
- Primavera del Libro de [Santiago de Chile](#) (Chili), 5-9 octobre 2017
- [Foire du livre de Francfort](#) (Allemagne), 11-15 octobre 2017 et [HotList](#) des éditeurs indépendants latino-américains
- Primavera dos livros de [Rio de Janeiro](#) (Brésil), 26-29 octobre 2017
- Salon international du livre d'[Alger](#) (Algérie), 26 octobre au 4 novembre 2017
- [Sharjah](#) International Book Fair (Émirats arabes unis), 1^{er}-11 novembre 2017



- [Istanbul](#) Book Fair (Turquie), 4-11 novembre 2017

Müge Gürsoy Sökmen (Metis Publisher en Turquie et coordinatrice du réseau anglophone de l'Alliance) a animé lors de la Foire du livre d'Istanbul une table ronde : "[After Prix Voltaire: Freedom to Publish in Turkey and Around the World](#)", à laquelle participaient Kristenn Einarsson (président du Freedom to Publish Committee of the International Publishers Association (IPA)), Turhan Günay (directeur éditorial de Cumhuriyet Book Supplement), Cavit Nacitarhan (éditeur d'Evrensel Publishing House).

- Salon du livre de [Montréal](#) (Québec/Canada), 15-20 novembre 2017
- Salon de [L'Autre Livre](#) (France), 17-19 novembre 2017
- Salon du livre de jeunesse de [Conakry](#) (Guinée Conakry), 23-26 novembre 2017
- Feria internacional del libro de [Guadalajara](#) (Mexique), 25 novembre - 3 décembre 2017
- Foire du livre de [Beyrouth](#) (Liban), 30 novembre—3 décembre 2017

Assises de l'édition suisse et francophone au Salon du livre et de la presse de Genève (Suisse), 26 et 27 avril 2017

Pour la 3^e année consécutive, les Assises de l'édition se tenaient en marge du Salon du livre de Genève. Profitant de la présence de nombreux représentants de l'édition suisse et de l'ensemble de la francophonie, deux jours de rencontre ont permis de débattre sur les questions de l'exportation et de la circulation des livres dans l'espace francophone.

Nouveauté en 2017, à l'initiative de l'Alliance qui a souhaité nouer un partenariat pérenne avec les Assises de l'édition, des ateliers pratiques en petits groupes, animés par des experts, ont été proposés aux participants. [Ces trois ateliers](#) étaient organisés avec l'appui de l'Alliance (conseils sur la programmation, les animateurs, les participants) :



- Partenariats éditoriaux : une alternative à l'export
- Stratégies de communication : comment vendre et défendre la littérature francophone ?
- L'exportation des livres : quels obstacles ? Prix, réglementations, barrières tarifaires et censure.

Outre une visibilité non des moindres pour l'Alliance, le partenariat amorcé avec les Assises de l'édition à Genève permet à l'Alliance de réunir d'année en année plusieurs de ses membres, invités par le Salon du livre de Genève (Salon africain). Pour l'Alliance, il s'agit aussi de décentrer les débats sur l'édition francophone de Paris. Au vu de la qualité des échanges avec les organisateurs des Assises, le partenariat se poursuivra plus étroitement en 2018, voire les années suivantes.

Il est à noter qu'en contrepartie du temps que l'équipe de l'Alliance a dédié à la mise en place des ateliers professionnels à Genève en 2017, des représentants de l'Alliance ont été invités au Salon, ainsi que des éditeurs membres – générant ainsi quasi-aucune dépense pour l'Alliance.

Cette activité a engendré 283,96 euros de dépenses et 103 euros de recettes (remboursement d'une avance faite à une éditrice membre).

Foire du livre de Francfort (Allemagne), 11-15 octobre 2017

40 éditeurs indépendants de 27 pays membres de l'Alliance étaient présents à Francfort en 2017, où l'invité d'honneur était la France et les langues françaises.

L'Alliance s'est ainsi associée à l'opération « Francfort en français » dans l'optique de favoriser les échanges entre éditeurs francophones du Sud et du Nord, mais aussi avec des éditeurs d'autres langues. L'occasion était à saisir car malheureusement, il est souvent difficile pour les éditeurs d'Afrique et d'Haïti de participer à la Foire de Francfort sans invitation (coût du stand, du transport et du séjour, coût de transport des livres...). La question de la pérennité de la présence des éditeurs se pose donc, d'autant que nous savons qu'il faut souvent participer plusieurs années de suite à ce type de foires internationales avant de concrétiser des cessions et/ou achats de droits.

L'Alliance a ainsi participé à la programmation des tables rondes dédiée à l'édition francophone sur le Pavillon d'honneur, « Quelles évolutions pour le marché de l'édition francophone ? ».

Malgré une faible audience lors des tables rondes, Francfort a marqué une étape importante : jamais l'édition africaine avait été autant au-devant de la scène, à Francfort mais au-delà (échos médiatiques importants, dont les répercussions sont visibles en 2018).

Extraits de ces échanges, retranscrits pour certains par l'Alliance et pour d'autres sur le site du BIEF :

Des négociations difficiles

« On a voulu acheter les droits pour Kossi Efoui, un auteur togolais que tout le monde aime à Lomé, mais c'était la croix et la bannière », témoigne Yasmin Issaka lors de la table ronde sur les échanges littéraires entre les pays francophones du Sud et du Nord. Une difficulté qu'a également rencontrée Corinne Fleury des éditions Atelier des nomades sur l'île Maurice : « J'étais en négociation pour Nathacha Appanah, mais le service de droits m'a dit non. Du coup cette auteure mauricienne ne sera jamais lue que par une minorité de Mauriciens. »

D'autres éditeurs, comme Layla Chaouni, fondatrice des éditions Le Fennec à Casablanca, ont réussi à s'imposer : « J'ai acheté les droits pour *Sexe et Mensonges*, mais c'est grâce à Leïla Slimani », explique l'éditrice marocaine dont la maison spécialisée en essais et littérature fêtera ses 30 ans en décembre. Cet exemple illustre parfaitement quelles sont les difficultés pour un éditeur francophone dans la négociation des droits avec la France. Mais il montre également comment s'en sortir.

Un simple calcul mathématique

Au départ, il s'agit d'une question d'organisation au sein même des maisons d'édition françaises. La séparation entre le service en charge des droits et celui de l'export rend la partie difficile pour un éditeur francophone. Or, la négociation des droits avec l'Afrique est souvent tributaire de l'export. Il en était ainsi pour Leïla Slimani. « L'export m'a dit, si vous voulez prendre la palette, soit 10 000 exemplaires, aucun problème, sinon on ne vous vend pas », se souvient Layla Chaouni. « C'est une simple histoire de calcul mathématique », explique Marie Desmeures, éditrice chez Actes Sud. « Quand les éditions Le Fennec demandent 7 000 exemplaires de Leïla Slimani au Maroc, le service export pense que 7 000 livres vendus à 20 euros sont plus intéressants que 30 000 exemplaires vendus à 2 euros. Or il faut que l'auteur et l'éditeur expliquent que 30 000 exemplaires à 2 euros sont intéressants, sur le plan intellectuel et parce qu'ils répondent à une idée de la diffusion de la littérature. »



Sensibiliser les auteurs et les éditeurs

La solution consiste à mettre l'auteur au centre de la négociation des droits, aux côtés des éditeurs. C'est l'exemple de Gaël Faye qui a œuvré pour que son livre *Petit pays*, publié aux éditions Grasset, fasse l'objet d'une cession de droits auprès de deux maisons d'édition, au Burundi et au Rwanda (et pour une publication en langues nationales). Et si Layla Chaouni est parvenue à acheter les droits pour le dernier ouvrage de Leïla Slimani, c'est parce qu'elle a réussi à sensibiliser l'auteure elle-même à la délicate question des droits. Un véritable défi car la plupart des auteurs francophones préfèrent être publiés en France sans savoir qu'ils peuvent d'emblée réserver une partie de leurs droits aux pays francophones. Il s'agit de « cessions géographiques » comme cela se pratique dans les pays anglophones.

L'échange évolue

« Je pense qu'on a tous besoin de formation sur ces questions », souligne Sabine Wespieser, qui publie de nombreux auteurs francophones. « Je dis ça très modestement car j'ai longtemps travaillé chez Actes Sud et je ne savais pas grand-chose sur la chaîne du livre. Le service de droits ne sait pas ce que fait l'éditeur et vice versa. C'est en créant ma propre maison d'édition que j'ai appris et je pense que ça fluidifie beaucoup les choses. »

Ainsi, Sabine Wespieser est favorable à ce que Yanick Lahens (prix Femina 2014) et Louis-Philippe Dalembert, tous deux originaires d'Haïti, gardent leurs droits pour le territoire haïtien. Mais au-delà de sa propre expérience, Sabine Wespieser est convaincue que l'échange entre éditeurs français et francophones est en train d'évoluer : « Le fait même que nous soyons présents pour cette table ronde montre qu'il y a des éditeurs francophones qui prennent possession de leur marché et éditent sur leur territoire. »

L'Alliance a également profité de la présence d'un certain nombre d'éditeurs d'Afrique et d'Haïti pour mettre en place des ateliers, ateliers sur la liberté d'éditer (dans le cadre de l'étude menée par Anne-Marie Voisard, cf. présentation en AEI 13/5/2) et sur la collection « Terres solidaires ». **Une soirée a enfin été organisée pour favoriser les contacts entre éditeurs francophones et éditeurs indépendants du monde entier** le 12 octobre dans la taverne « Bockenheimer Weikontor ».



Une interview de Johary Ravaloson menée par l'Alliance, dans le dernier numéro de la revue *Takam Tikou* (novembre 2017) nous livre un retour d'expérience sur la participation de la maison d'édition Dodovole à Francfort, à lire en ligne [dans son intégralité ici](#).

Quelques extraits :

« La diffusion des livres dans la totalité des pays africains francophones pour chacun de nous est quasi-impossible. La coopération, notamment la coédition et les échanges de services de diffusion, semble une très bonne solution. »

« Si l'édition française, se parant d'universalisme, envahit le marché et les bibliothèques de l'Afrique francophone, elle considère les productions locales comme n'intéressant pas son public car trop particulières et de moindre qualité. Des rencontres entre éditeurs pourraient permettre de réviser les positions, mais encore faut-il le vouloir... Je n'ai pas senti cette volonté de la part des membres de l'édition française à Francfort. Il faut dire à leur décharge que la Foire est énorme et que leurs intérêts sont focalisés ailleurs. Néanmoins, des contacts ont eu lieu et s'avèrent prometteurs avec des éditeurs indépendants de même taille (en termes de poids économique, d'organisation de structure...) et surtout avec le même souci de diversité. »

Des retombées dans la presse : [Télérama](#), [Publishing Perspectives](#)...

Cette activité a engendré 3 751,08 euros de dépenses.

Soutien de l'OIF/DLFCO : 2 000 € (sur un soutien total de l'OIF/DLFCO de 10 000 euros en 2017) pour la prise en charge de la venue de Karim Chick (éditions Apic) à Francfort et de représentants de l'équipe.

Salon de L'Autre Livre à Paris (France), 17-19 novembre 2017



En 2017, l'Alliance a noué un partenariat avec [l'association L'Autre Livre](#), facilitant la présence d'éditeurs indépendants membres au Salon de L'Autre Livre à Paris : ainsi, les éditions du Sextant (France), Chandeigne (France), elyzad (Tunisie), Naakojaa (France/Iran), en bas (Suisse), Mémoire d'encrier (Québec), Ecosociété (Québec) et Tarik (Maroc) ont participé au salon.

Par ailleurs, une table ronde proposée et animée par l'Alliance s'est tenue à cette occasion : « Iran, Tunisie, Québec et Haïti... regards d'éditeurs indépendants ».

Cette activité a engendré 1 280 euros de dépenses et 1 280 euros de recettes en 2017, l'Alliance faisant uniquement l'avance à L'Autre Livre pour le compte des éditeurs mais étant remboursée par les éditeurs ensuite (opération « blanche »).

Autres interventions et rencontres professionnelles (AEI 14/0/5)

Nous présentons ici les interventions publiques auxquelles des éditeurs, l'équipe salariée et/ou les membres du Bureau de l'Alliance ont participé en 2017. Ces interventions n'ont pas ou peu d'impacts budgétaires directs sur le budget 2017, si ce n'est en temps de travail (AEI 05).

- **Forum Citoyen** « Culture, Communs et Solidarités : pour un engagement culturel citoyen et solidaire », 16 février 2017, Paris (France) / organisé par [l'UFISC](#).
- **Réseaux professionnels et culturels indépendants : quels modes de collaboration entre le Sud et le Nord ?**, 17 février 2017, Paris (France) / organisé par partenariat avec [Tènk](#).
- **Les entrepreneurs culturels indépendants au cœur de la dynamique artistique**, Paris (France), 7 mars 2017 / organisé par le [Fonds Roberto Cimetta](#).
- **Pop Mind** à Grenoble (France), 15-16 mars 2017
- **Séminaire interprofessionnel sous-régional**, Abidjan (Côte d'Ivoire), 9-11 novembre 2017 / organisé par [l'AILF](#).
- **Colloque sur le livre de jeunesse en Afrique**, Conakry (Guinée Conakry), 22-23 novembre 2017 / organisé par les [éditions Ganndal](#). [Lire les conclusions du colloque sur la littérature jeunesse en Afrique ici](#).
- **Publisher's breakfast**, Sofia (Bulgarie), 13 décembre 2017 / organisé par le [Goethe Institut de Sofia](#).



L'ensemble de AEI 14 (Salons et foires du livre, rencontres professionnelles) a engendré 5 412,24 euros de dépenses et a généré 1 383 euros de recettes.

FORMATIONS PROFESSIONNELLES, ATELIERS (AEI 14/5)

Formation in situ à la fabrication de livres illustrés et interactifs au format numérique dans deux maisons d'édition – Lomé (Togo), 10 – 14 juillet 2017

Lors de l'atelier sur la valorisation numérique des catalogues des éditeurs africains francophones organisé à Abidjan en mai 2016 par le Labo numérique de l'Alliance, une quinzaine d'éditeurs francophones du Sud ont bénéficié d'une formation à la fabrication de livres numériques au format epub. Depuis cette formation, plusieurs éditeurs fabriquent désormais régulièrement des livres numériques au format epub ; certains ont souhaité bénéficier d'un suivi plus personnalisé et d'un approfondissement des thèmes abordés durant la formation d'Abidjan.

Pour ce faire, il a été convenu d'adopter un format différent de celui des ateliers jusqu'alors proposés afin que le formateur retenu puisse se confronter au quotidien des éditeurs et puisse résoudre, avec eux et en fonction des réalités techniques et matérielles des éditeurs, les difficultés rencontrées dans la conception de livres numériques illustrés, au format epub 3.

Ainsi, deux maisons d'édition togolaises membres de l'Alliance (AGO Media et Graines de Pensées, soit 4 graphistes et 2 éditeurs) ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé dans le cadre d'une formation assurée par Gilles Colleu (éditions Vents d'ailleurs, France).



Étant donné la spécificité des catalogues des deux éditeurs bénéficiaires (bande dessinée et livres illustrés), et afin de répondre au mieux au souhait des éditeurs, il a été décidé de centrer la formation sur une prise en main du logiciel [Pubcoder](#), un logiciel permettant de réaliser des livres numériques illustrés interactifs.

Retombée de la formation :

Cher Matthieu,

La formation s'est bien terminée, nous étions ravis d'avoir Gilles parmi nous.

Nous saluons son professionnalisme et sa gentillesse et sommes totalement convaincus du bien fondé de cette formation.

Samuel, qui était l'un des meilleurs élèves, te le confirmera. Nous en ferons bon usage.

En PJ, des photos et quelques vidéos.

Grand merci à l'Alliance pour cette initiative, et à toi en particulier.

A bientôt,

Yasmin

Graines de Pensées

Bonjour Matthieu,

La formation avec Gilles a été géniale. J'ai fait former trois personnes chez moi, et cela coïncide avec nos besoins du moment. Je pourrais te promettre que cela va révolutionner des choses ici. Mais je pense plus sage de te demander d'ouvrir les yeux en Octobre pour voir si effectivement votre soutien a changé le catalogue Ago média ou non. Graines de pensées a aussi fait former un technicien qui créera plein de livres numériques pour eux.

Assem

Ago Media



Suite à la formation, Samuel Foli-Awli, graphiste togolais, a souhaité poursuivre son apprentissage du logiciel Pubcoder afin d'obtenir une certification en tant que « formateur et producteur de contenu » proposé par les créateurs du logiciel. Cette certification a été obtenue en novembre 2017. La formation in situ au logiciel Pubcoder ayant suscité un très fort intérêt auprès d'autres membres de l'Alliance souhaitant eux aussi réaliser des livres numériques interactifs, il est ainsi envisagé que Samuel Foli-Awli puisse reproduire seul, ou en compagnie de Gilles Colleu, la formation in situ de Lomé dans d'autres pays (Bénin en septembre 2018). Par ce biais-là, nous souhaiterions encourager et renforcer la formation de formateurs africains, qui puissent être personnes référentes auprès des éditeurs en Afrique subsaharienne.

Enfin, la maison d'édition Ago Media a réalisé quatre livres numériques interactifs au format epub 3. Ces livres, adaptés de livres papier existants, ont notamment été présentés par Paulin Assem lors du Colloque sur la littérature de jeunesse en Afrique, tenu à Conakry du 22 au 23 novembre 2017.

Cette activité a engendré 2 711,17 euros de dépenses.

Atelier régional sur les outils numériques et l'édition en langues africaines – Conakry (Guinée Conakry), 20-24 novembre 2017

Après Ouagadougou, Tunis, Dakar, Abidjan... c'est à Conakry – [capitale mondiale du livre de l'Unesco en 2017](#) – que s'est tenu l'atelier numérique de l'Alliance en 2017, réunissant plus de 15 éditeurs d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et de Madagascar.

Cet atelier est le fruit d'une demande des éditeurs d'Afrique francophone membres de l'Alliance, formulée notamment lors de la première édition du SAELLA en janvier 2016 à Bamako (Salon de l'Écrit et du Livre en Langues africaines, [voir ici les conclusions et propositions du SAELLA 2016](#)) mais aussi des attentes des participants suite aux ateliers sur le numérique organisés entre 2015 et 2016 par l'Alliance grâce au soutien de l'OIF.

Réunissant une quinzaine d'éditeurs d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et de Madagascar publiant tout ou partie de leur catalogue en langues africaines, l'atelier s'est déroulé en marge du premier Salon international du livre de jeunesse initié et organisé par les éditions Ganndal, membre de l'Alliance, qui a accompagné l'Alliance dans toute la mise en place logistique de l'atelier. Animé par des éditeurs et typographes, l'atelier avait pour objectif principal d'accompagner les éditeurs indépendants dans la mise en place d'outils numériques pour réaliser des ouvrages en langues locales.

En raison des alphabets et typographies utilisés, les éditeurs souhaitant réaliser des livres dans certaines langues africaines font face à plusieurs obstacles (reconnaissance de certains caractères, importation des textes dans les logiciels de mise en page, création de caractères non existants...).

L'atelier a ainsi permis d'explorer les outils numériques permettant de résoudre ces problèmes, notamment typographiques et de mise en page. Articulé entre



séances pratiques et échanges collectifs, l'atelier a permis également un échange de savoir-faire entre éditeurs publiant en langues africaines et ayant expérimenté des logiciels et outils numériques pour réaliser leurs ouvrages. À l'issue de l'atelier, une série de recommandations a été réalisée, afin de rendre compte et d'interpeller les professionnels et pouvoirs publics sur les enjeux et défis restants à relever pour développer des outils numériques favorisant l'édition en langues africaines ([voir le programme de l'atelier ici](#)).

L'atelier a par ailleurs été ponctué de tables rondes auxquelles ont assisté les participants, notamment sur « L'évolution vers le livre numérique » dans le cadre du colloque sur la littérature jeunesse organisé par les éditions Ganndal au Centre culturel franco-guinéen de Conakry. Paulin Assem (Ago Media au Togo) et Matthieu Joulin ont participé à cette table ronde, occasion de valoriser les différences activités du Labo numérique : Paulin Assem a ainsi restitué la formation de Lomé sur les livres illustrés et interactifs au format numérique (juillet 2017) et Matthieu Joulin a présenté l'étude sur l'édition numérique en Afrique publiée par le Labo numérique de l'Alliance.

Comme pour les ateliers organisés précédemment, et dans un souci d'adéquation du contenu aux attentes des éditeurs, les participants ont été consultés régulièrement et ont construit avec l'équipe de l'Alliance le programme de l'atelier.

Nous restituons ici les **premières conclusions / recommandations à l'issue de l'atelier :**

Outils / formations

- Faire remonter les besoins en nouveaux caractères (notamment en N'ko) et les préférences de police aux associations qui créent des caractères (via Denis auprès de l'ATIPI : association typographique internationale) pour qu'ils puissent être créés en fonction ;
- Créer un clavier virtuel commun pour un certain nombre de langues en Afrique de l'Ouest (qui pourrait être ensuite adapté en fonction des besoins) ; pour cela, répertorier les caractères nécessaires (Bako Malam des éditions Gashingo au Niger pourrait se charger de la coordination de sa conception) ;
- Atelier pratique et technique sur la typographie (règles typographiques, famille de polices, graphisme...) / via le groupe jeunesse notamment ? ;
- Formation sur les outils libres d'infographie (Bako) ;
- Atelier sur les livres numériques illustrés Pubcoder (cf. formation au Togo) à poursuivre ;
- Atelier sur la fabrication de livres numériques à partir d'Indesign pour le texte noir et blanc (à destination des techniciens sous le format d'Abidjan 2016) et échanges sur la diffusion et distribution (avec accent sur les contrats notamment) des livres via le numérique avec des échanges d'expérience d'éditeurs ou experts d'Afrique anglophone (à destination des responsables des maisons d'édition) ;
- Suivi personnalisé des demandes des éditeurs dans le cadre du Labo numérique (via un groupe de travail sur les langues africaines que l'Alliance va créer) ;
- Coédition en langues africaines transfrontalières sous format papier et numérique.



Plaidoyers

Inscrire ces recommandations dans les recommandations du SAELLA 2016 et celles à venir en 2018 ainsi que le Colloque sur la diffusion des ouvrages en langues africaines qui se tient à Conakry le 28 et 29 novembre ;
Inscrire ces recommandations dans le cadre de la Convention 2005 de l'Unesco aussi.

- Travailler avec les académies dans les pays (leur faire remonter le compte-rendu de cet atelier) et demander à l'ACALAN où ils en sont, quelles sont les nouvelles activités et réflexions qu'ils mènent ;
- Favoriser la présence des ouvrages numériques des éditeurs dans CultureThèque (portail numérique de l'IF) / rdv Alliance avec l'IF Paris ;
- Travailler avec Afrilivres sur la sensibilisation des institutions internationales en termes de soutien financier mais aussi de reconnaissance (OIF, OMPI, autres) ;
- Développer les coéditions en langues africaines transfrontalières sous format papier et numérique.



Cette activité a engendré 17 882,78 euros de dépenses (contre 19 327,77 euros en 2016).

L'ensemble de AEI 14/5 a engendré 20 886,51 euros de dépenses (formation Lomé, atelier Conakry et reliquat de dépenses relatives à l'atelier jeunesse mené en novembre 2016).

Soutien de l'OIF/DFEN : 35 315 euros.

Totaux AEI 1

52 655,15 euros (contre 43 891,93 euros en 2016) **et 42 922,50 euros de recettes** (contre 80 378,78 euros en 2016) – sans compter ici les reports de l'année 2016 de la Fondation de France et de la Fondation Un Monde par Tous, soit 14 000 euros.

RESEAUX ET GROUPES D'EDITEURS (AEI 2)

SOUTIEN A DES GROUPES OU DES RESEAUX D'EDITEURS (AEI 21)

Pour rappel, lors du CIEI 2016, il a été décidé le principe suivant : le nombre de collectifs membres de l'Alliance augmentant, la question du soutien annuel de 1 000 euros à ces collectifs est posée. En effet, et si l'Alliance souhaite favoriser l'adhésion de collectifs, le budget global de l'Alliance n'est pas pour autant exponentiel. En 2017, si le nombre de collectifs passe à 12 ou plus, cela implique de réserver un budget minimum de 12 000 euros pour les collectifs, budget que l'association ne peut pas garantir d'année en année. De fait, et au vu de la difficulté de trouver des fonds dans le contexte actuel, il est décidé que pour l'année 2017, l'attribution des 1 000 euros se fasse au cas par cas. Il sera ainsi demandé à chacun des collectifs membres si le soutien annuel de 1 000 euros est « vital » pour son fonctionnement, son maintien, auquel cas le soutien sera maintenu. Si à l'inverse, ce soutien de 1 000 euros permet une activité supplémentaire/extra pour le collectif, mais n'est pas déterminant pour son fonctionnement et ne vient pas déstabiliser son assise, il sera alors proposé de ne plus verser ce soutien annuel au collectif en 2017 et pour les années à venir. Il s'agit donc d'être le plus transparent possible avec les collectifs membres, en leur présentant la réalité économique actuelle de l'Alliance, et en leur demandant d'en faire autant de leur côté – dans l'optique de prendre en compte les réalités budgétaires de chacun et de trouver des solutions adaptées.

Dans cette optique, et suite à des échanges avec les représentants des collectifs, deux collectifs, pour lesquels le soutien annuel de l'Alliance s'avérait encore nécessaires à leur équilibre en 2017, ont été soutenus (contre 7 en 2016).

L'ensemble des collectifs sollicités a compris la réflexion entreprise par l'Alliance ; a priori, en 2018, plus aucun collectif membre ne sera soutenu financièrement par l'Alliance. En revanche, l'Alliance poursuivra son appui en termes de partage d'informations, de mise en contact, de documentation et ressources à disposition, etc.

Red de editoriales independientes colombianas – [REIC \(Colombie\)](#)

Soutien de 1 000 euros pour la Journée internationale de la bibliodiversité en 2017.

Editores Independientes del Perú - [EIP \(Pérou\)](#)

Soutien de 1 000 euros pour la Journée internationale de la bibliodiversité en 2017.

Cette activité a engendré 2 000 euros de dépenses (contre 6 416 euros en 2016).

ACHAT ET VENTE DE LIVRES AUX EDITEURS MEMBRES (AEI 25)

Fonds Lectures d'Afrique(s)

Depuis 2014, l'Alliance accompagne les éditeurs jeunesse en Afrique francophone vers une solution de diffusion et distribution professionnelle, dans l'optique de cesser progressivement l'activité Lecture d'Afrique(s) – sans mettre à mal pour autant les éditeurs.

En 2017, plus aucune maison d'édition jeunesse du fonds Lectures d'Afrique(s) n'est diffusée et distribuée par l'Alliance. Il reste cependant encore quelques traces comptables (factures clients et versements aux éditeurs), qui apparaissent cette année.

Pour l'heure, les éditeurs n'ont pas trouvé de solution de diffusion/distribution pérenne et financièrement viable en France, à l'exception des éditions Ruisseaux qui ont contractualisé avec la structure [Serendip Livres](#). Bien que le sujet soit au cœur des débats depuis de nombreuses années par les professionnels et les pouvoirs publics, bien que des structures se soient créées, les mécanismes ne semblent pas encore rôdés et adaptés aux réalités des éditeurs en Afrique francophone et aux contraintes du circuit du livre en France. Cet enjeu reste prioritaire pour les éditeurs au vu de l'intérêt des lecteurs pour leurs productions, de la diaspora africaine en France... les alternatives pour l'heure sont nécessairement « artisanales » et au coup par coup (dépôt de livres dans des librairies lors de voyages en France, relais via des amis/famille...).

Cela s'avère relativement « normal » : en effet, la diffusion-distribution est déjà complexe pour un éditeur indépendant français, de fait, les contraintes supplémentaires de distance, de déséquilibres économiques pour les éditeurs africains ne facilitent pas les choses. Les éditeurs développent toutefois des stratégies qui se révèlent payantes : mise en place de réseaux de libraires « amis », présence dans des festivals et salons du livre dans toute la France....

Cette activité a engendré 254 euros de dépenses (contre 1 261,98 euros en 2016) et a généré 382,55 euros de recettes (contre 974,49 euros en 2016).

Totaux AEI 2

3 254 euros de dépenses (contre 7 695,98 euros en 2016) et 1 397,55 euros de recettes (contre 2 974,49 euros en 2016).

PROGRAMME DE SOUTIEN A LA TRADUCTION ET A LA COEDITION (AEI 3)

LES COEDITIONS EN LITTERATURE (AEI 31/8)

Pour rappel : la collection « Terres solidaires » repose sur un principe de restitution en Afrique francophone de textes littéraires d'auteurs africains, publiés initialement en France. Les éditeurs français cèdent les droits de ces titres à un collectif d'éditeurs en Afrique, qui coéditent solidairement les ouvrages. Grâce au soutien de l'OIF entre autres, le prix de vente des titres de la collection « Terres solidaires » n'excèdent pas l'équivalent de 5 euros, dans un souci d'accessibilité pour les lecteurs. Les éditeurs travaillent main dans la main avec les libraires locaux pour la diffusion des livres. Dès que cela est possible, les livres sont imprimés en Afrique. La collection « Terres solidaires », à travers ses principes de solidarité, participe au développement économique et professionnel d'un écosystème. Les titres de la collection portent ainsi le logo « Le Livre équitable ».



En chiffres, la collection « Terres solidaires » représente :

- 12 titres
- 23 360 exemplaires diffusés en Afrique francophone
- 27 pays dans lesquels au minimum une coédition circule
- 17 éditeurs africains⁷
- 16 éditeurs français impliqués⁸

⁷ Jusqu'à aujourd'hui, dix-sept éditeurs africains ont coédité au moins un titre de la collection : Amalion (Sénégal), Apic (Algérie), Cauris Livres (Mali), barzakh (Algérie), éditions Éburnie (Côte d'Ivoire), elyzad (Tunisie), Jamana (Mali), Ganndal (Guinée Conakry), Graines de Pensées (Togo), Ifrikiya/Proximité (Cameroun), Jimsaan (Sénégal), Khoudia (Sénégal), Le Fennec (Maroc), Lemba (République du Congo), Presses universitaires d'Afrique (Cameroun), Ruisseaux d'Afrique (Bénin), Sankofa & Gurli éditions (Burkina Faso), Librairie Ikirezi (Rwanda).

⁸ Les éditeurs français ayant donné leur accord de principe pour une cession de droits du français vers le français de certains des titres de leur catalogue dans le cadre de la collection « Terres solidaires » depuis 2007 : Actes Sud, Le Serpent à plumes, Philippe Rey, Hachette International, Anne Carrière, Phébus, Plon, Julliard, Galaade, Gallimard, Grasset, Le Seuil, Lattès, Présence africaine, Robert Laffont, Zulma.

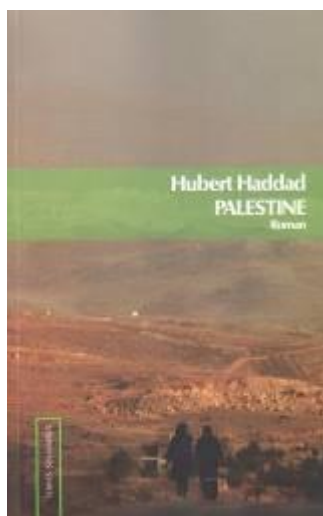
Les titres de la collection « Terres solidaires »

- *L'Ombre d'Imana*, Véronique TADJO, 2007
- *De l'autre côté du regard*, Ken BUGUL, 2008
- *Sozaboy*, Ken SARO WIWA, 2008
- *Jazz et vin de palme*, Emmanuel DONGALA, 2010
- *Kaveena*, Boubacar Boris DIOP, 2010
- *Trop de soleil tue l'amour*, Mongo BETI, 2012
- *Mandela et moi*, Lewis NKOSI, 2012
- *La Civilisation, ma mère !...*, Driss Chraïbi, 2013
- *Loin de mon père*, Véronique Tadjo, 2013
- *La Saison de l'ombre*, Léonora Miano, 2015
- *Palestine*, Hubert HADDAD, 2017
- *Ceux qui sortent dans la nuit*, MUTT-LON, 2017

Deux nouveaux titres en 2017 !

En 2017, deux titres « Terres solidaires » ont été publiés : *Palestine* de Hubert Haddad (initialement publié par les éditions Zulma en 2007, prix des Cinq Continents) et *Ceux qui sortent dans la nuit*, de Mutt-Lon (initialement publié par les éditions Grasset en 2013).

9 éditeurs en Afrique francophone ont coédité ces romans : les éditions Amalion (Sénégal), Apic (Algérie), Eburnie (Côte d'Ivoire), elyzad (Tunisie), Ganndal (Guinée Conakry), Graines de Pensées (Togo), Le Fennec (Maroc), Proximité (Cameroun) et Sankofa & Gurli (Burkina Faso).



Palestine

Hubert HADDAD

Pays de parution : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée équatoriale, Mali, Maroc, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie

Prix : 3 500 F CFA ; 10 DT ; 52 DM ; 550 DA (équivalent 5 €)

Résumé du roman :

En Cisjordanie, Cham, soldat israélien blessé, est recueilli par une mère et sa fille palestiniennes qui pleurent Nessim, fils et frère disparu. Aux côtés d'Asmahane et de la belle Falastin, le nouveau Nessim découvre la vie en clandestinité et l'insupportable condition des Palestiniens. Dans ce roman bouleversant, où les destins individuels enlacent ceux – plus grands – des peuples en conflit, Hubert Haddad peint magistralement le tragique cycle de la violence se régénérant sans fin.

Hubert Haddad est né à Tunis en 1947, d'un père tunisien et d'une mère d'origine algérienne. Ses parents émigrent à Paris en 1950. Son immense œuvre, qui touche à tous les genres, commence à la fin des années soixante. Elle n'a d'égale que les nombreuses récompenses qui la jalonnent. *Palestine* a reçu le prix des Cinq continents de la Francophonie en 2008 et le prix Renaudot poche en 2009.



Ceux qui sortent dans la nuit

MUTT-LON

Pays de parution : République de Guinée, Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Nigeria, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo

Prix : 3 500 FCFA ; 700 DA (équivalent 5 €)

Résumé du roman :

Pour venger la mort prématurée de sa sœur, Alain Nsona force les portes de la société secrète des ewusus qui régit la communauté depuis des millénaires selon un code aussi immuable qu'implacable. Enrôlé par Ada, puissant sorcier à la tête d'une académie de sages, il est contraint à un voyage dans le temps, avec pour mission de rapporter la formule de la dématérialisation des objets. Soucieux de mettre leurs connaissances occultes au service du progrès, ces ewusus projettent en effet de réaliser une révolution scientifique... Dans ce roman fantastique, à l'écriture maîtrisée, Mutt-Lon interroge le devenir de

l'Afrique dans la confrontation de deux périodes – l'ère précoloniale et la modernité – reliées par l'empreinte permanente du surnaturel.

Né en 1973 à Bafia (Cameroun), Mutt-Lon est monteur à la télévision d'État camerounaise, la CRTV, après avoir enseigné les mathématiques. *Ceux qui sortent dans la nuit*, son premier roman, a reçu le Prix Ahmadou Kourouma 2014.

Les dépenses relatives à ces deux nouveaux titres apparaissent en 2017 bien que le processus de coédition ait été enclenché en 2016.

Promotion de « Terres solidaires » en Algérie, lors du Salon international du livre d'Alger, du 26 octobre au 4 novembre 2017

Les éditions Apic, en partenariat avec l'Alliance, et grâce au soutien de l'OIF et de l'Institut français d'Alger, ont par ailleurs organisé des rencontres dans le cadre de la parution de la coédition panafricaine de *Palestine*. L'auteur, Hubert Haddad, lauréat du prix des Cinq continents 2008, était présent à Alger à cette occasion ([voir ici](#)).

Des nouvelles perspectives pour la collection « Terres solidaires » : décisions issues de la réunion entre les coéditeurs de la collection à Francfort, octobre 2017

L'Alliance a souhaité profiter de la présence du « noyau dur » des éditeurs de la collection à la Foire du livre de Francfort (invités dans le cadre de « Francfort en français ») pour dresser un bilan et des perspectives. C'est la raison pour laquelle il a semblé important de compter sur la présence de Karim Chikh, des éditions Apic en Algérie, éditeur très actif de la collection depuis quelques années.

Bilan général de la collection par les coéditeurs :

Auprès des lecteurs

Pour une partie des coéditeurs-trices de la collection présents, plusieurs titres de la collection ont rencontré un public. Au Maroc par exemple, la collection a permis de faire exister une littérature africaine qui était peu présente et accessible, et qui est désormais étudiée par des petits groupes à l'université. Au Cameroun, elle rencontre l'enthousiasme notamment d'un public d'étudiants qui apprécie de pouvoir acquérir des romans accessibles à leurs bourses, avec un succès particulier pour les auteurs camerounais (Mongo Beti, Léonora Miano).

Dans d'autres pays (Tunisie, Guinée Conakry...), la rencontre de la collection avec les lecteurs nécessiterait, pour fonctionner commercialement, un travail de médiation important à mettre en œuvre au vu des moyens humains actuels des maisons d'édition.

Au sein des maisons d'édition

Par ailleurs, la visibilité de la collection a permis d'attirer de jeunes auteurs talentueux au catalogue des coéditeurs.

Au Togo, la stratégie mise en œuvre après l'atelier de Ouagadougou de s'engager sur des prises (nombre d'exemplaires) plus importantes et de renforcer la promotion notamment via l'invitation des auteurs, a été très payante.

Quelques obstacles structurels

Dans certains pays (Cameroun notamment), le transport continue de poser de graves problèmes, en termes de coût et des lourdes complications de dédouanement rencontrées ; le coût unitaire de l'impression locale est particulièrement prohibitif si la prise n'atteint pas un certain tirage qui engage une grosse prise de risque et d'avance de trésorerie⁹.

Volonté d'ouverture de la collection : quelques propositions d'évolution de la collection

- ouvrir la collection à des livres édités initialement au Sud (par les maisons d'édition coéditrices mais aussi par d'autres maisons d'édition en Afrique) ;
- continuer à bénéficier de l'effet de collection de « Terres solidaires » en publiant des coéditions de textes littéraires d'auteurs africains sous le même format et avec la même maquette (maquette créée et cédée gracieusement par les éditions barzakh en Algérie aux coéditeurs) ;
- favoriser les coéditions à « petite échelle » permettant à un minimum de 3 éditeurs de pouvoirs coéditer un livre sous la marque « Terres solidaires » de manière autonome ;
- réorganiser le Comité de lecture et le resserrer sur la seule participation des éditeurs de la collection.

Cette demande d'intégrer à la collection des auteurs initialement au Sud n'est pas nouvelle et a fait l'objet de quelques tentatives il y a quelques années, mais c'est une initiative qui à n'en pas douter trouverait sa dynamique aujourd'hui, à l'heure où les coéditeurs de la collection ont davantage développé leur catalogue et le travail avec les auteurs. Il est essentiel pour les éditeurs d'Afrique francophone qu'une telle démarche soit soutenue par le futur, au même titre que l'est la coédition fondée sur des cessions Nord-Sud.

Dynamiques Sud-Sud : des traductions du français au portugais

Les éditions Pallas au Brésil, dont la ligne éditoriale explore la culture afro-brésilienne, ayant déjà expérimenté des cessions avec des éditeurs africains jeunesse (Ruisseaux d'Afrique au Bénin, Jeunes malgaches à Madagascar) souhaiteraient lancer une collection de romans africains édités initialement par des éditeurs africains, pour favoriser des projets Sud-Sud. L'éditrice a ainsi fait un premier tour d'horizon d'un ou deux titres de chaque éditeur pouvant être intéressants à traduire et faire paraître au Brésil et le projet devrait pouvoir se déployer dans les années à venir. Il serait intéressant de voir si ces deux tendances Sud-Sud peuvent s'articuler, il est fort possible en effet que certains mêmes ouvrages soient l'objet d'une coédition panafricaine et d'une traduction. De la même manière, cette dynamique aura inévitablement besoin de soutiens pour être lancée et pérennisée.

Les propositions d'évolution de la collection « Terres solidaires » issues de cette réunion seront ainsi prises en compte dès 2018.

Cette activité a engendré 18 304,22 euros de dépenses (contre 7 843,32 euros en 2016) et a généré 22 394 euros de recettes (contre 19 418,89 euros en 2016).

⁹ L'étude de Gilles Colleu sur les potentialités de l'impression numérique de livres en Afrique francophone montre tout l'intérêt économique de l'impression numérique pour une maison d'édition indépendante. Le développement de tels équipements dans les prochaines années permettrait une vraie facilitation des coéditions solidaires.

Soutien de l'OIF/DLFCF : 8 000 euros (sur un soutien total de l'OIF/DLFCF de 10 000 euros en 2017)
Reliquat subventions OIF/DLFCF 2016 : 3 200 euros
Reliquat subvention Institut français : 4 156 euros
Participation aux frais des éditeurs : 5 130 euros pour « Terres solidaires » et 1 908 euros pour *Mes étoiles noires* (coédition SHS 2015)

AUTRES PARTENARIATS SOLIDAIRES ENTRE EDITEURS MEMBRES

- [Bibliodiversität. Manifest für unabhängiges Publizieren](#) (*Bibliodiversité. Manifeste pour une édition indépendante*) de Susan Hawthorne, traduit en allemand par les éditions Verbrecher (membre du collectif d'éditeurs indépendants allemand Kurt Wolff Stiftung).
- [Petit traité de résilience locale](#), d'Hugo Carton, de Pablo Servigne, d'Agnès Sinaï et de Raphaël Stevens, paru initialement aux éditions Charles Léopold Mayer en France, est publié au Canada, par les éditions Écosociété.
- [Manual de edición](#), Manuel Gil, nouvelle version publiée par la marca editora (Argentine) en coédition avec le collectif EDINAR (Argentine) et le CERLALC.
- Et bien d'autres projets entre éditeurs indépendants !



Totaux AEI 3

18 304,22 euros (contre 12 372,82 euros en 2016) et 22 394 euros de recettes (contre 26 698,39 euros en 2016).

LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET FINANCIERS (AEI 4)

Fondations privées (AEI 41)



Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme

Dans le cadre de la convention signée avec la **Fondation Charles Léopold Mayer** pour la période 2015-2017, l'Alliance a reçu un soutien de **150 000 euros** en 2017. Ce soutien porte essentiellement sur le fonctionnement de l'association et sur le maintien de ses activités « prioritaires » (salaires, gouvernance, rencontre du CIEI, fonctionnement des réseaux linguistiques).

Nous rappelons par ailleurs que les apports en nature de la FPH (hébergement gracieux, prêt de salles de réunion, photocopies, téléphone, etc.) pour l'année 2017 sont de **24 000 euros**.

Organisations internationales (AEI 42)



L'**Organisation internationale de la Francophonie** a soutenu l'Alliance par deux biais en 2017. D'abord *via* la **Direction de la langue française, culture et diversités (DLFCD)** à hauteur de 10 000 euros en 2017 (première tranche de 8 000 euros en 2017 et seconde tranche de 2 000 euros à venir en 2018).

Puis *via* la **Direction de la Francophonie économique et numérique (DFEN)** à hauteur de **35 515 euros** (tranches 1 et 2 reçues en 2017).

Structures publiques



L'Alliance a bénéficié en 2017 de l'accompagnement du **Relais Culture Europe** – dans le cadre de leur mission publique – et a notamment participé à la Pépinière à projets Europe Creative (entre mai et décembre 2017).

Particuliers

Claude Calame, donateur de l'Alliance depuis plusieurs années maintenant (notamment pour la collection « Terres solidaire ») a contribué financièrement en 2017 à la réalisation de l'étude sur la liberté d'éditer, apportant un soutien de **1 500 euros** à l'Alliance.

Autres partenaires

Voir la [liste des partenaires](#) sur le site de l'Alliance.

TOTAL DES APPORTS EN NATURE EN 2017 = 34 425 euros
(contre 29 650 euros en 2016)

TOTAL DE LA VALORISATION COMPTABLE DU BENEVOLAT EN 2017 = 30 730 euros (contre 27 776,25 euros en 2016)

APPORTS EN NATURE – ANNEE 2017

Fondation Charles Léopold Mayer :

Hébergement gracieux et frais liés sur l'année 2017

La Fph a réalisé une moyenne des frais liés à l'hébergement gracieux de certains de ses partenaires. En effet, les frais d'entretien du local, d'assurance du bâtiment, de téléphone, d'abonnement Internet, les salaires liés à l'accueil et aux services comptables de la FPH s'élèvent en moyenne à 8 000 euros par an et par poste de travail, ce qui signifie que ces frais sont de **24 000 euros** pour l'Alliance (3 postes de travail) en 2017.

Pop Mind :

- Prise en charge de la venue d'un représentant de l'Alliance, 16 mars 2017 = **350 €**

Centre national du livre :

- Prêt d'une salle (1/2 journée), 28 mars 2017 = **250 €**

Institut français :

- Tunisie : prise en charge de la venue d'un éditeur pour la rencontre sur les politiques publiques du livre dans le monde arabe, 30 mars 2017 = **500 €**
- Liban : prise en charge de la venue d'un éditeur pour la rencontre sur les politiques publiques du livre dans le monde arabe, 30 mars 2017 = **500 €**

Foire du livre de Tunis :

- Prêt d'une salle de réunion (1 journée), 31 mars 2017 = **500 €**
- Hébergement de 7 participants pendant 3 nuits, 29-31 mars 2017 = $80 € \times 7 \times 3 =$ **1 680 €**

Fondation par l'écrit, Suisse :

- Prêt d'une salle de réunion (0,5 jour), 27 avril 2017 = **250 €**
- Prise en charge de la venue d'un représentant de l'Alliance aux Assises de l'édition francophone = **350 €**

Salon international du livre de Turin :

- Prise en charge de la venue d'un représentant de l'Alliance, 18-20 mai 2017 = **350 €**

Fontaine O Livres :

- Prêt d'une salle de réunion (1 journée), 7 octobre 2017 = **500 €**

Foire du livre de Francfort :

- Prêt d'une salle de réunion (1 journée), 11-15 octobre 2017 = **1 000 €**

Éditions Ganndal :

- Soutien logistique, frais de repas divers pendant l'atelier sur l'édition numérique à Conakry, 20-23 novembre 2017 = **500 €**

TOTAL APPORTS EN NATURE = 30 730 euros

VALORISATION COMPTABLE DU BENEVOLAT ANNEE 2017

MEMBRES DU BUREAU ET DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Laura AUFRERE

- **Réunions de Bureau, Assemblée générale** : participation à 6 réunions de Bureau et à l'Assemblée générale sur l'année 2017

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein (6 réunions de Bureau + ½ journée d'Assemblée générale)

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ €}$

- **Réunion sur le projet Europe Creative (juillet 2017)** : participation à la réunion

Temps de travail : équivalent de 1 jour à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$

- **Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (octobre 2017)** : participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 3 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 3\text{ jours} = 675\text{ €}$

David ELOY

- **Réunions de Bureau, Assemblée générale** : participation à 6 réunions de Bureau et à l'Assemblée générale sur l'année 2017

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ €}$

- **Rencontre entre professionnels et culturels indépendants : quels modes de collaboration entre le Sud et le Nord ? (février 2017)** : participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 0,5 jour à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 0,5\text{ jour} = \mathbf{112,50\text{ €}}$

- **Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (octobre 2017)** : participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = \mathbf{450\text{ €}}$

Annie GOGAT

- **Réunions de Bureau, Assemblée générale** : participation aux 6 réunions de Bureau et à l'Assemblée générale sur l'année 2017

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein (6 réunions de Bureau + ½ journée d'Assemblée générale)

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = \mathbf{450\text{ €}}$

- **Suivi de la comptabilité de l'association et préparation de la certification aux comptes** : vérification et suivi de la comptabilité analytique de l'Alliance, accompagnement et préparation de la certification des comptes

Temps de travail : équivalent de 5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = \mathbf{1\,125\text{ €}}$

Hélène KLOECKNER

- **Réunions de Bureau, Assemblée générale** : participation aux 6 réunions de Bureau et à l'Assemblée générale sur l'année 2017

Temps de travail : équivalent de 3 jours à temps plein (6 réunions de Bureau + préparation avec l'équipe des réunions et ½ journée d'Assemblée générale)

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 3\text{ jours} = \mathbf{675\text{ €}}$

- **Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (CIEI), octobre 2017** : préparation avec l'équipe et participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 2,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2,5\text{ jours} = \mathbf{562,50\text{ €}}$

Georges LORY

- **Réunions de Bureau, Assemblée générale** : participation aux 6 réunions de Bureau et à l'Assemblée générale sur l'année 2017

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein (6 réunions de Bureau + ½ journée d'Assemblée générale)

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ €}$

- **Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (octobre 2017)** : participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ €}$

Luc PINHAS

- **Réunions de Bureau, Assemblée générale** : participation aux 6 réunions de Bureau et à l'Assemblée générale sur l'année 2017

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein (6 réunions de Bureau + ½ journée d'Assemblée générale)

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ €}$

- **Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (CIEI), octobre 2017** : participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ €}$

- **Revue *Bibliodiversity*** : participation au Comité de lecture de la revue, suivi de la revue, mises en contact avec des universitaires, coordination.

Temps de travail : équivalent de 10 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} \times 2\text{ semaines} = 2\,250\text{ €}$

Thierry QUINQUETON

- **Réunions de Bureau, Assemblée générale** : participation à 2 réunions de Bureau sur l'année 2017

Temps de travail : équivalent de 0,5 jour à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 0,5\text{ jour} = 112,50\text{ €}$

- **Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (CIEI), octobre 2017** : participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ €}$

Mariette ROBBES

- **Réunions de Bureau, Assemblée générale** : participation à 2 réunions de Bureau et à l'Assemblée générale sur l'année 2017

Temps de travail : équivalent de 1 jour à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$

- **Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (CIEI), octobre 2017** : participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ €}$

Gérard AIME

Henri ROUILLE D'ORFEUIL

Michel SAUQUET

Assemblée générale : participation à l'Assemblée générale 2017

Temps de travail : équivalent de 0,5 jour à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 0,5\text{ jour} = 112,50\text{ €}$

$112,50\text{ €} \times 3\text{ membres de l'Assemblée générale} = 337,50\text{ €}$

Sous-total membres du Bureau et de l'AG = 10 800 euros

MEMBRES DU COMITE INTERNATIONAL DES EDITEURS INDEPENDANTS (CIEI)

- Nouri ABID
- Serge DONTCHUENG KOUAM
- Araken GOMES RIBEIRO
- Muge GURSOY SOKMEN
- Guido INDIJ
- Anahita MEHDIPOUR
- Tinouche NAZMJOU
- Carla OLIVEIRA
- Isabelle PIVERT

Coordination des réseaux linguistiques : animation des réseaux, consultation, communication, relation avec l'équipe et le Bureau

Temps de travail : équivalent de 10 jours à temps plein répartis sur l'année (moyenne)

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 10\text{ jours} = 2\,250\text{ €}$

$2\,250\text{ €} \times 6\text{ coordinateurs} = \mathbf{13\,500\text{ €}}$

Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (octobre 2017) : préparation et participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$

$1\,125\text{ €} \times 9\text{ membres du CIEI} = \mathbf{10\,125\text{ €}}$

Sous-total membres du CIEI = 23 625 euros

TOTAL GENERAL BENEVOLAT = 34 425 euros